

JOURNAL
DE CHIMIE MÉDICALE,
DE PHARMACIE ET DE TOXICOLOGIE.

CHIMIE MÉDICALE.

SUR L'ACIDE TARTRIQUE ET SUR L'ACIDE RACÉMIQUE.

Les faits qui suivent ont été communiqués à l'Académie des sciences. On sait qu'un acide, qu'on a appelé *racémique* (de *racemos*, raisin), fut découvert, en 1820, par suite d'un accident de fabrication à peu près complètement perdu depuis, et tout récemment retrouvé après d'assez longues recherches.

Voici le résumé de ce qui a été communiqué à l'Académie :
Le vin laisse déposer dans le tonneau qui le contient une couche épaisse et cristalline, qui est rouge s'il est rouge, blanche s'il est blanc, et qui porte le nom de tarte cru ou brut. Elle se compose de tartrate acide de potasse, combinaison d'acide tartrique et de potasse, avec excès d'acide d'une petite quantité de tartrate de chaux, combinaison d'acide tartrique et de chaux, de matière colorante, d'un nombre plus ou moins considérable de substances étrangères.

On purifie ou raffine le tarte brut en le débarrassant des substances étrangères et de la matière colorante. On le débarrasse d'abord des premières en le faisant dissoudre dans de

l'eau bouillante qu'on laisse refroidir ensuite. Le tartre se dépose sur les parois du vase, et les substances étrangères restent dans le liquide. Pour débarrasser les cristaux obtenus de la matière colorante, on les redissout dans l'eau bouillante avec de l'argile et on filtre : la matière colorante reste sur le filtre avec l'argile, et en laissant refroidir la liqueur, on obtient des cristaux de tartre pur ; c'est la crème de tartre.

Des deux purifications que nous venons d'indiquer, une seule peut avoir été faite, ou bien toutes les deux l'auront été, mais ~~d'une manière plus ou moins incomplète ; aussi distingue-t-on~~ dans le commerce plusieurs espèces de tartre, qu'on peut réduire aux trois suivantes : le brut, le demi-raffiné, le raffiné.

Quant à l'acide tartrique, on le trouve dans certains fruits, tels que l'ananas, les mûres, etc. ; mais c'est surtout de la crème de tartre qu'on le retire en grande pour les besoins du commerce.

ab) Pour cela, on dissout la crème de tartre dans une ~~soit son~~ ~~poids d'eau bouillante, et l'on ajoute successivement de la craie (combinaison d'acide carbonique et de chaux) jusqu'à ce qu'il ne fasse plus d'effervescence. L'acide tartrique sépare de la craie l'acide carbonique qui se dégage et s'unit à elle pour former du tartrate de chaux qui, insoluble, se précipite ; la petite quantité de tartrate de chaux qui existe naturellement dans la crème de tartre, et qui n'était tenue en dissolution que par l'excès d'acide, se précipite aussi. On traite ensuite par le chlorure de calcium la liqueur qui ne ~~contient plus que du tartrate neutre de potasse~~, et on obtient la précipitation d'une nouvelle quantité de tartrate de chaux.~~

Tous ces tartrates de chaux sont traités à leur tour par l'acide sulfurique étendu d'eau. Le sulfat de chaux insoluble qui se forme alors est séparé par filtration, et en faisant évaporer le liquide jusqu'en consistante de sirop, et le plaçant ensuite dans

un endroit un peu frais, il laisse déposer des cristaux d'acide tartrique.

Comme on le voit, c'est par la cristallisation qu'on raffine le tartre; c'est par elle aussi qu'on retire du tartre purifié l'acide tartrique. Mais le mode suivant lequel s'opère cette cristallisation n'est pas le même dans les deux cas, le simple refroidissement suffit dans le premier, l'évaporation est nécessaire dans le second. Le tartre exigeant pour se dissoudre quatre fois plus d'eau froide que d'eau bouillante, il en résulte qu'une dissolution bouillante de tartre doit, quand elle est refroidie, laisser précipiter les trois quarts de ce sel. L'acide tartrique n'étant pas notablement moins soluble dans l'eau froide que dans l'eau chaude, pour le faire précipiter il faut nécessairement diminuer la quantité d'eau qui le tient en dissolution, et ce n'est que par l'évaporation qu'on y peut réussir. Les dissolutions qui fournissent l'acide tartrique, mais surtout le tartre pur, s'appellent *eaux-mères*.

Dans certains cas, au milieu des cristaux volumineux que donne en se précipitant l'acide tartrique, et dans les cavités que laissent leurs parties saillantes, on trouve de petits cristaux aiguilles, qui d'ailleurs tranchent sur les autres par leur couleur plus blanche. Ils sont formés par le nouvel acide que nous avons annoncé, l'acide racémique.

C'est M. Ch. Kestner, fabricant de produits chimiques à Thann, dans le département du Haut-Rhin, qui, en 1820, a découvert cet acide; et il l'avait obtenu, non point par parcellles, mais par masses, par centaines de kilogrammes. En 1849, plusieurs chimistes de l'Académie, M. Pelouze entre autres, voulaient étudier cette substance; ils s'adressèrent à M. Kestner, et apprirent de lui, non sans grand étonnement, que depuis 1820 il n'avait pas retrouvé dans sa fabrication le nouvel acide. Il n'avait cependant changé en rien son mode

d'opérer ; mais il croyait se rappeler que le tartre employé par lui, à l'époque de sa découverte, venait d'Italie, tandis que celui qu'il avait employé depuis venait des Vosges.

En 1849, un savant distingué, M. Pasteur, publia un travail fort curieux sur le nouvel acide, et en particulier sur les modifications qu'il fait subir à la lumière ; mais il n'avait pu opérer que sur des quantités minimes, qui lui avaient été obligamment fournies par M. Kestner. Il se trouvait dès lors très intéressé à retrouver la mystérieuse substance, et il s'occupa activement de cette recherche. Il apprit qu'en Angleterre elle se rencontrait assez souvent mêlée à l'acide tartrique qu'on retire d'Allemagne. C'est donc vers ce dernier pays qu'il se dirigea.

Les choses en étaient là, lorsque l'Académie des sciences a reçu deux communications pleines d'intérêt relativement à l'acide racémique : l'une de M. Kestner, l'autre de M. Pasteur.

M. Kestner, en opérant, il y a peu de temps, sur du tartrate de chaux qu'il avait acheté d'un pharmacien des Deux-Sèvres, et qui résultait du traitement de la crème de tartre par la craie, la craie d'abord et le chlorure de calcium ensuite, suivant le procédé que nous avons exposé plus haut, y a trouvé un centième d'acide racémique. Le tartre brut originairement employé venait de la Saintonge. Plus récemment encore, en opérant sur du tartre de Toscane, il a trouvé aussi de l'acide racémique, mais en proportion bien plus faible. Il adresse à l'Académie plusieurs flacons contenant environ 4 kilogrammes de la précieuse substance.

Quant à la communication de M. Pasteur, elle est plus étendue. Il y expose en détail, comme il l'avait déjà fait d'ailleurs dans plusieurs lettres adressées à M. Dumas, toutes les recherches auxquelles il s'est livré pendant son voyage, les nom-

breuses fabriques qu'il a visitées, les éclaircissements qu'il a successivement recueillis ; il raconte comment, arrivé à Vienne, il a atteint enfin le but qu'il poursuivait.

De ces deux communications, et particulièrement de la seconde, peuvent être tirées les conclusions suivantes :

- 1^o L'acide racémique est un produit naturel ;
- 2^o Il se rencontre seulement dans quelques tartres, peu ou point dans les autres. Parmi les premiers figurent ceux d'Italie, d'Autriche, de Styrie, de Hongrie, et en France, ceux de Saintonge ; parmi les seconds, ceux des Vosges, etc.

3^o Les tartres bruts en contiennent plus que les tartres raffinés ; il paraît qu'à mesure qu'on les purifie par la cristallisation, on leur enlève de l'acide racémique qui reste dans les eaux-mères. Pourquoi ? c'est ce qui ne nous paraît pas encore bien nettement expliqué.

4^o Dans les fabriques, où l'on prépare en grand la crème de tartre et l'acide tartrique, on se sert pendant longtemps, pendant des années, des mêmes eaux-mères ; à mesure que du tartre plus ou moins raffiné se précipite, on le remplace par du tartre brut. Il paraît que l'acide racémique ne se dépose, d'une manière au moins sensible, que quand il se trouve en certaine proportion dans les eaux-mères, et qu'il s'y trouve d'autant plus abondamment, toutes choses égales d'ailleurs, quand ces eaux servent depuis plus longtemps et ont par conséquent reçu plus de tartre brut. Ordinairement même elles ne commencerait à en déposer qu'au bout de plusieurs années.

Les conditions propres à la formation de l'acide racémique ne sont pas encore connues avec toute la netteté désirable ; mais si le but n'est pas encore complètement atteint, tout annoncé qu'il ne tardera pas à l'être.

RECHERCHES SUR LES EAUX DES CASERNES, DES FORTS ET DES
POSTES-CASERNES DES FORTIFICATIONS DE PARIS,

Par M. Poggiale, profess. de chimie à l'Ecole du Val-de-Grâce.

(*Extrait du travail de l'Académie de médecine.*)

Ce travail est le résultat de cinq années de recherches minutieuses, auxquelles M. Poggiale s'est livré, pour répondre à toutes les questions qui lui ont été adressées par l'administration de la guerre et par le conseil de santé des armées, et qui offrent un haut degré d'intérêt, particulièrement au point de vue de l'hygiène des troupes.

La plupart des casernes de la ville de Paris reçoivent les eaux de l'Ourcq; quelques-unes l'eau de Seine, d'Arcueil ou de Grenelle, et dans un très petit nombre on fait usage d'eau de puits. Il n'en est pas de même des forts et des postes-casernes, où il n'existe que de l'eau de puits ou de citerne; ce sont ces eaux que M. Poggiale a examinées dans son travail, dont nous ne pouvons faire connaître ici que les résultats généraux.

On verra, en parcourant son mémoire, le soin qu'il a mis à rejeter toutes les eaux qui pouvaient sembler d'une qualité inférieure, et nous nous empressons d'ajouter que l'administration de la guerre n'a reculé devant aucune dépense pour donner à nos soldats de l'eau de bonne qualité.

Dans l'examen de ces eaux, l'auteur a successivement étudié leurs caractères physiques, leur température, l'action de la chaleur et des réactifs généralement usités. Il a déterminé avec le plus grand soin la proportion des principes fixes, de l'acide sulfurique, du chlore, de la chaux, de la magnésie, de la potasse, de la soude, de l'oxyde de fer, de l'alumine, de l'acide silicique, en suivant les procédés recommandés par les chimistes, que nous regrettons de ne pouvoir faire connaître.

La présence et la proportion des matières salines contenues

dans les eaux, s'expliquent par la nature diverse des couches que ces eaux traversent. Aussi M. Poggiale a-t-il cru devoir étudier les divers dépôts superposés qui constituent le bassin de Paris, la nature et la profondeur des couches traversées par les puits. M. Constant Prévost a bien voulu l'aider de ses conseils, et vérifier les documents fournis par le génie militaire.

On comprend que la composition des eaux doit varier suivant la nature du sol qui les fournit; et, d'après les renseignements qui ont été donnés à M. Poggiale par le génie militaire sur la profondeur des puits, il peut admettre qu'au Mont-Valérien, l'eau provient du gypse ou des sables et grès marins supérieurs; à Issy, Vanvres, Montrouge, Bicêtre, Ivry et Charenton, du calcaire grossier; à Romainville, Rosny et Choisy, des sables et grès marins supérieurs; et à Saint-Denis, Aubervilliers, La Béche, des argiles et marnes inférieures au gypse. L'eau du puits artésien de Saint-Denis est fournie par le calcaire grossier, et celle du puits artésien de Vincennes par l'argile plastique.

M. Poggiale a joint à ce travail une coupe géologique de terrains parisiens, qui comprend sur la même ligne les localités dont il a étudié les eaux; il a indiqué, au moyen d'une échelle en mètres, l'épaisseur relative des diverses couches superposées, et la profondeur des puits.

Après ces considérations générales, l'auteur a examiné successivement les différentes eaux qui ont fait l'objet de ses recherches. Il promet, du reste, de les continuer, et, dans une autre publication, il fera connaître la nature et la composition des eaux des autres forts de Paris, et notamment de ceux du nord et de l'est.

En résumé, les eaux des forts de Paris contiennent, comme presque toutes les eaux, des matières salines et des substances

organiques. Les matières inorganiques qu'on y a rencontrées sont les carbonates de chaux et de magnésie, les sulfates de chaux et de magnésie, les chlorures de sodium, de calcium et de magnésium, les azotates de potasse, de chaux et de magnésie, l'alumine, l'oxyde de fer, l'acide silicique et des traces d'iode.

La proportion des sels de magnésie est généralement assez élevée, mais leur action ne paraît pas être dangereuse. Aucune observation ne m'autorise à penser que ces eaux produisent le goître et le crétinisme, comme on l'a admis dans ces derniers temps, et qu'il y ait coïncidence, ainsi que le croit M. Grange, entre la présence de la magnésie dans les eaux, et l'existence endémique de ces maladies.

La proportion d'air et d'acide carbonique offre de grandes variations, et la quantité de cet acide n'est pas proportionnelle au chiffre qui représente les carbonates de chaux et de magnésie.

Les eaux du château de Neuilly, de deux puits du fort du Mont-Valérien, du fort de Noisy-le-Sec, du poste-caserne n° 4, du poste-caserne n° 6, de la caserne Marbœuf, du fort de l'Est, de la manutention de Compiègne, sont impropre à la plupart des usages économiques, en raison de la proportion considérable des matières salines ou des matières organiques altérées qu'elles renferment. Si l'on prend pour base la quantité de sels calcaires contenus dans ces eaux, et si l'on admet que leurs bonnes qualités sont en raison inverse du chiffre des sels calcaires et de la somme totale des substances qu'elles renferment, on devra les ranger dans l'ordre suivant :

Eau du fort de Bicêtre (citerne), 0,133 de résidu pour 1 litre ; de Noisy-le-Sec, 0,309 ; de Rosny, 0,414 ; d'Ivry, près des casernes, 0,416 ; de Montrouge, côté gauche, 0,420 ; d'Ivry, près du pavillon des officiers, 0,463 ; de Montrouge, côté droit,

0,477 ; d'Ivry, près de la caserne, 0,481, du Mont-Valérien (puits R), 0,491 ; d'Issy, 0,526 ; d'une source près du fort du Mont-Valérien, 0,570 ; de Vanvres, 0,571 ; du Mont-Valérien (puits S), 0,778 ; d'une source du fort de l'Est, 0,935 ; du fort de Bicêtre (eau de puits), 0,966 ; de la manutention de Compiègne, 0,968 ; de la caserne Marboeuf, 1,081 ; de la manutention militaire du quai de Billy, 1,249 ; du fort de l'Est, 1,312 ; du château de Neuilly, 1,374 ; du poste-caserne n° 4, 1,908 ; du Mont-Valérien (puits V), 1,980, (puits U), 2,150 ; du poste-caserne n° 6, 2,420.

Les eaux du fort de Vanvres, d'Issy, de Montrouge, de Bicêtre et d'Ivry offrent la plus grande ressemblance et ont une composition qui les rapproche singulièrement de celle d'Arcueil. On sait que cette dernière eau, qui est fournie par quelques sources de Cachan, de Rungis et de l'Hay, alimente le Luxembourg, plusieurs lycées, l'Ecole polytechnique, l'Ecole normale, le Val-de-Grâce, et plusieurs fontaines du 11^e et du 12^e arrondissement. Comme l'eau d'Arcueil, les eaux des forts du sud sont fraîches, limpides et agréables à boire ; exposées à l'air, elles laissent déposer également un sédiment plus ou moins abondant de carbonate de chaux et de magnésie, tenus en dissolution par l'acide carbonique qui se dégage en même temps.

On a rejeté toutes les eaux qui n'ont pas une saveur fraîche, qui ne sont pas limpides, et qui présentent une odeur et une saveur même légères. Celles qui ne contiennent pas une suffisante quantité d'air oxygéné, qui précipitent abondamment par les réactifs, tels que l'oxalate d'ammoniaque, l'azotate d'argent, le chlorure de baryum, qui ne dissolvent pas le savon, qui cuisent mal les légumes, ont été également considérées comme improches aux usages domestiques. On n'a pas admis non plus les eaux qui contiennent près de 1 gramme de ma-

tières fixées et beaucoup de sels calcaires. Parmi les substances que l'on trouve dans l'eau, les unes, telles que l'air, l'acide carbonique, le chlorure de sodium, sont nécessaires, en favorisant les fonctions digestives; les autres sont nuisibles, comme le sulfate de chaux, le chlorure de calcium, l'azotate de chaux. Quelques auteurs, Dugasquier notamment, pensent que le bicarbonate de chaux est utile et donne à l'eau des qualités digestives.

LETTERE SUR LES MOYENS A METTRE EN PRATIQUE POUR RENDRE
APTE AUX USAGES ÉCONOMIQUES DE L'EAU CHARGÉE DE SELS
DE CHAUX. (Extrait.)

La crudité des eaux dépend principalement des sels de chaux, d'alumine et de magnésie qu'elles contiennent. Au moyen de l'acide oxalique on précipite la chaux; par l'ammoniaque on sépare l'ammoniaque et l'alumine. En réduisant ces deux réactifs de telle manière que l'oxalate d'ammoniaque soit proportionnel à la surabondance de chaux contenue dans l'eau à améliorer, et que l'ammoniaque soit en excès pour précipiter l'alumine et la magnésie, j'ai pu facilement résoudre le problème que vous m'aviez posé en ces termes: «rendre propre aux lessives les eaux qui décomposent le savon.»

Mon mode d'opérer est très simple.

Je fais dissoudre dans 1 litre d'eau 60 grammes d'acide oxalique, j'ajoute à la solution 100 grammes d'ammoniaque. Il quille, j'agite le tout, et je le verse dans quatre barriques d'eau dont on cherche à modifier les propriétés. Ces proportions doivent, le plus souvent, servir même pour des eaux très saléennes.

Cependant, on doit concevoir que la même quantité de réactif ne peut indistinctement être employée pour toutes les sortes d'eau, qui varient selon les pays et les couches du globe qu'elles

traversent; aussi conseillerai-je toujours de faire une expérience préliminaire, afin de se fixer d'une manière positive sur la nature de l'eau qu'on veut utiliser.

Cette expérience consiste à verser dans une barrique d'eau un grand verre du mélange ci-dessus, à agiter le liquide, et à voir si la solution du savon s'effectue bien. Dans le cas contraire, on ajoute le réactif par demi-verre jusqu'à ce qu'on ait obtenu le résultat désiré. Alors on calcule la quantité de réactif nécessaire pour quatre barriques d'eau. Il faut avoir soin que la capacité du verre servant à ces essais soit de 250 grammes, représentant $1/4$ de litre. De cette manière, les proportions peuvent être établies par les personnes auxquelles la chimie est même tout à fait étrangère.

En vous adressant cette note, je ne puis oublier de vous dire, que les moyens dont il est ici question ne doivent être employés que pour les eaux destinées aux lavages et aux lessives, et qu'il faudrait éviter d'en user comme boisson.

Neuvillez, etc.

Janq 601 (91² cm) ad

En Morideau M

OBSEERVATIONS SUR LES PROPORTIONS D'EAU QUE REÇELENT LES DIFFÉRENTES PARTIES DE LA VIANDE DE PORC ET SUR LES QUANTITÉS DE SEL QU'ELLES ABSORBENT PAR LA SALAISON, FAITS POUR SERVIR A L'ÉTUDE DES PROPRIÉTÉS NUTRITIVES DE CES PRODUITS ALIMENTAIRES;

Par J.-L. LASSAIGNE.

Il y a deux ans que nous fûmes consultés, de concert avec MM. Payen et Chevallier, par plusieurs marchands de comestibles de la capitale, pour résoudre expérimentalement cette question. Les expériences auxquelles nous nous sommes livrés pour arriver au but que l'on désirait n'ayant pas été publiées,

nous avons pensé qu'un résumé des résultats obtenus par nous pourrait intéresser, sous plus d'un rapport, les personnes qui s'occupent de la question des produits alimentaires et de leurs qualités nutritives.

Dans les expériences que nous avons entreprises en 1851, nous avons déterminé d'abord la quantité d'eau contenue dans les diverses portions de viande du porc, en les exposant à une température de $+120^{\circ}$ dans une étuve à courant d'air. Les résultats qui ont été la conséquence de cette première opération démontrent que sur un même animal la quantité d'eau est extrêmement variable, suivant la nature des divers tissus et leur composition anatomique. Nous présentons dans le tableau qui suit les rapports que nous avons trouvés pour la viande de charcuterie, telle qu'on la désigne et la débite dans le commerce :

Viandes fournies par différentes parties du porc.	Quantité soumise à la dessiccation.	Matière desséchée,	Eau évaporée, sur 100 p.	Eau sur 100 p.
Muscles de la jambe (maigre).	100 part.	29	71	
Poitrine entrelardée (muscles grand et petit pectoral).	<i>Id.</i>	71	29	
Echiné (muscl. ilio-lombaires).	<i>Id.</i>	40	60	
Lard non salé.	<i>Id.</i>	90	10	
Lard salé.	<i>Id.</i>	81,2	18,8	
<i>Muscles de la jambe (maigre).</i>				
Matières organiques musculeuses.		28,5		
Sels alcalins (chlorures sodique et potassique et car- bonates).		0,5		
Eau.		71,0		
		100,0		

Poitrine entrelardée.

Matière organique desséchée.	70,6
Sels alcalins (chlorures sodique et potassique et carbonates).	0,4
Eau.	29,0

Echind. 100,0

Matière organique desséchée.	89,63
Sels alcalins (chlorures sodique et potassique).	0,37
Eau.	60,00

Lard non salé (gras et maigre). 100,0

Matières organiques grasses et musculeuses desséch.	89,75
Sels alcalins (chlorure sodique et carbonate sodique).	0,25
Eau.	10,00

Lard salé (gras et maigre). 100,0

Matières organiques grasses et musculeuses desséch.	88,30
Chlorure sodique (sel marin).	7,90
Eau.	8,80

Viande de porc salée (dite petit-salé). 100,0

Matière organique desséchée.	28,8
Chlorure sodique (sel marin).	14,4
Eau.	56,8

100,0

Les faits énoncés ci-dessus, en démontrant que dans les tissus mous de l'économie animale employés à l'alimentation de l'homme la proportion d'eau est très variable et dépendante,

soit de leur composition anatomique, soit de leur position, établissent que, dans la salaison, la quantité de sel combinée aux tissus est moindre dans le lard que dans la viande ou petit-salé : la proportion de sel s'élevant de 7 à 8 pour 100 dans le lard salé, se trouve presque doublée dans le petit-salé, où elle est environ de 14 1/2 pour 100.

Le poids de la matière organique sèche est, à peu de chose près, le même dans la viande fraîche et la viande salée ; dans cette dernière, une portion de sel marin remplace l'eau de la viande fraîche, comme on peut le voir par les résultats énoncés dans les expériences première et sixième.

Un autre fait ressort des observations consignées dans la note que nous publions aujourd'hui, c'est que les sels sodiques et potassiques normalement contenus dans les tissus organiques sur lesquels nous avons opéré, s'élèvent de 4 à 5 millièmes dans le tissu musculaire du porc, et seulement à 2 millièmes 1/2 dans le tissu lardacé du même animal. Ces quantités si différentes sont en rapport avec les proportions de sel marin que ces tissus absorbent pour leur salaison complète.

NOTE SUR LES RAPPORTS D'EAU ET DE MATIÈRE ORGANIQUE QUI EXISTENT DANS LA VIANDE DE MOUTON CRUE ET RÔTIE.

Les préparations qu'on fait subir aux substances animales alimentaires ont pour but de les modifier, soit en les rendant plus nutritives, soit en les rendant plus faciles à être assimilées dans l'acte de la digestion. L'action que la chaleur seule exerce sur la chair musculaire soumise au rôtissage le démontre d'une manière évidente par les résultats que nous présentons ici :

Une portion maigre du tissu musculaire d'un gigot de mouton a été d'abord desséchée pour déterminer la proportion d'eau normale. Cette expérience, faite avec soin, a indiqué que la proportion d'eau s'y élevait à 65 pour 100 et que la matière

organique sèche en formait par conséquent les 55 centièmes.

Rôti et cuit par les procédés culinaires, ce tissu ne renferme plus alors que 27,1% de matière organique sèche. C'est à dire qu'**Eau de Viande et poussière 53,4** et **matière organique sèche 46,6**.

Ainsi, cette dernière avait augmenté, par le rôtissage, d'un peu plus de 11 pour 100 en raison de la perte par le feu.

En comparant le poids de la chair crue à celui de la chair rôtie, on voit que la première a dû perdre, par la cuisson au feu direct, le quart de sa masse, et que trois quarts de viande de boeuf rôtie équivalent à une partie de la même viande non rôtie.

J. L.

DE L'ANALYSE DES HUILES AU BLOXEN DE L'ACIDE SULFURIQUE;

Par M. MAUMENÉ.

Les huiles grasses mêlées à de l'acide sulfurique dégagent de la chaleur. Cette action peut servir à les distinguer; elle sépare d'une manière tranchée les huiles siccatives de celles qui ne le sont point.

Dans un verre à expérience ordinaire, on a placé 50 grammes d'huile d'olive. Un thermomètre plongé dans le liquide ayant pris la température, on a fait tomber, avec soin, 10 centimètres cubes d'acide sulfurique bouilli (66° Baumé). On a mêlé les liquides en agitant le thermomètre et suivant des yeux la marche du mercure. En partant de la température de 25° pour l'huile et l'acide, le thermomètre s'élève à 67°, augmentation, 42%.

Le mélange n'exige pas plus de deux minutes; il n'en fait pas plus d'une pour arriver à la température maximum.

Dans un autre verre pareil, on a placé 50 grammes d'huile d'œillet et on l'a traitée de même par l'acide.

En partant de 26°, le thermomètre est monté à 100°, 5; augmentation, 74°.

Il est essentiel de remarquer, dans ce cas : 1^o un développement très notable d'acide sulfureux qui ne se produit pas avec l'huile d'olive ; 2^o un boursouflement considérable du liquide. Par suite de ces deux circonstances, le chiffre 74°,5 est trop faible.

La différence de 42° à 74°,5 est assez forte pour offrir un moyen d'analyse.

L'expérience, répétée à plusieurs reprises dans les mêmes conditions, avec la même huile d'olive, a donné chaque fois le même développement de chaleur de 42°.

L'expérience faite sur des huiles d'olive de diverses provenances a prouvé que l'action de l'acide sulfurique est constante lorsque l'huile est pure, et lorsqu'on opère à un même degré de chaleur.

L'action de l'acide n'est pas moins constante sur l'huile d'œillette. Les expériences prouvent, de plus, que le développement de chaleur dû à cette huile est réellement de 86°,4, au lieu de 71 à 74° qu'indique l'expérience directe.

Ce procédé d'analyse peut s'appliquer aux huiles d'olive du commerce. Souvent ces huiles ne sont falsifiées que par l'œillette, et dans ce cas leur analyse peut être faite avec exactitude, si l'on est assuré de la composition quantitative.

Mais qu'arriverait-il en cas de mélange avec d'autres huiles ? Pour répondre à cette question, il a déterminé l'élévation de température produite par la plupart des huiles pures. Il résulte de ces recherches que l'huile de ben et l'huile de suif donnent à peu près le même dégagement de chaleur que l'huile d'olive ;

Que les autres huiles produisent un dégagement de chaleur plus considérable, à l'aide duquel on peut aisément les distinguer de l'huile d'olive ;

Enfin, que les huiles siccatives donnent beaucoup plus de chaleur que les huiles non siccatives, et peuvent être facilement reconnues.

L'huile de ben et l'huile de suif ne peuvent être mêlées à l'huile d'olive. Par conséquent, toutes les fois que l'huile d'olive donnera plus de 42° de chaleur dans son mélange avec 10 centimètres cubes d'acide sulfurique bouilli (à la température de 25°), cette huile ne sera pas pure.

Ce qui précède paraît devoir suffire à montrer le parti qu'on peut tirer de l'acide sulfurique pour l'analyse des huiles. Dans les mélanges formés seulement de deux huiles, l'emploi de cet acide aidera puissamment à déterminer la qualité. L'analyse qualitative opérée, la quantité pourra souvent en être déduite avec précision.

Il reste à examiner si le procédé de M. Maumené l'emporte ou peut être comparé à l'emploi de l'oléomètre de M. Gobley pour faire reconnaître l'huile d'olive. Il serait à désirer qu'on comparât ces deux moyens.

TOXICOLOGIE.

TYUAUX DE POMPE EN PLOMB. — EMPOISONNEMENT.

Nos lecteurs se rappellent parfaitement les accidents graves qui se sont manifestés à plusieurs reprises chez des personnes ayant fait leur boisson habituelle du cidre clarifié par le plomb; nous avons donné, dans tous ses détails, un procès intenté à la suite de ces accidents.

Dans une seconde affaire plus récente, nous rapportions la déposition de l'expert, d'après laquelle le simple séjour d'une liqueur, de l'eau elle-même, dans des conduits en plomb, pouvait amener des résultats déplorables.

Une affaire appelée devant le Tribunal correctionnel (6^e ch.) venait aujourd'hui en apporter la preuve.

MM. Richebé et Rouillier, brasseurs, fabriquaient du cidre pour la clarification duquel ils n'ont jamais employé le mode reconnu si dangereux. Deux de leurs clients, cependant, le sieur Mouret et sa femme, tombèrent tout à coup malades, et le médecin appelé à les soigner reconnut chez eux les signes de l'empoisonnement saturnin.

Aucune autre des nombreuses pratiques des prévenus n'avait éprouvé la moindre atteinte de ce mal, qui cependant était causé par le cidre. L'analyse démontre qu'il contenait une certaine quantité de sel de plomb ; on dut en rechercher la cause, et il fut reconnu que le cidre s'altérait en passant par le tuyau en plomb d'une pompe.

M. Chevallier, expert, explique que des expériences ont été faites sur l'action du cidre que l'on ne soupçonnait pas aussi forte ; le cidre attaque le plomb plus que tous les autres liquides, plus que l'eau, plus que le vin des environs de Paris, qui pourtant est très acide.

En ce qui touche les prévenus, ils se servent depuis vingt-cinq ans de cette pompe, et ne soupçonnaient pas son action ; il a fallu l'accident arrivé à M. et à M^{me} Mouret pour les éclairer. Dès la première observation de l'expert, ils ont remplacé le tuyau en plomb par un tuyau en cuivre étamé.

Le Tribunal, après avoir entendu M^{me} Moulin, défenseur des prévenus, et sur les conclusions conformes du ministère public, a renvoyé des fins de la plainte M. Rouillier, qui ne se mêle aucunement de la fabrication et ne s'occupe que de l'extérieur, et a condamné M. Richebé à 100 fr. d'amende.

ASPHYXIE PAR LES GAZ RÉSULTANT DE LA COMBUSTION D'ENTRE-
DU BOIS.

(Un incendie, qui couvait depuis plusieurs mois dans les édifices d'un vieux plafond, à ce qu'ont déclaré les experts appo-

lés à constater les causes du sinistre aussitôt après que, grâce au zèle et au concours des pompiers et des voisins, on a pu s'en rendre complètement maître, a éclaté chez les sieurs Salé, Graveurt, Zier et Hales, commissionnaires en marchandises, rue Pierre Levée, 19.

Un de ces quatre honorables négociants, M. Hales, qui couchait dans la pièce où le feu s'est d'abord manifesté, a été asphyxié par la fumée et la raréfaction de l'air. On a pu heureusement arriver à son secours et l'enlever de sa chambre à coucher avant qu'il eût entièrement perdu connaissance.

On a déjà des exemples d'asphyxies complètes suivies de mort, déterminées par la même cause.

EMPOISONNEMENT PAR MÉPRISE. — TEINTURE D'ACONIT ET DE MORPHINE DONNÉE AU LIEU DE TEINTURE DE QUININE.

Une enquête a eu lieu dernièrement à Bristol, devant M. Fry, coroner, à l'hôtel du Cerf-Blanc, sur la mort d'une jeune femme nommée Emma Forty, et connue sous le nom de Mélanie dans le couvent du Bon-Pasteur à Arno's Court, où elle s'était logée pour vivre en pénitence. La sœur assistante, miss Sophia Ryder, s'était trompée sur le médicament qu'avait prescrit le docteur O'Brien, médecin de l'établissement, et avait administré à la sœur Mélanie un poison qui avait causé sa mort. L'enquête a établi que miss Ryder était la fille d'un évêque protestant et proche parente du comte Karrowby. Bon nombre de versions avaient couru sur les circonstances de cet empoisonnement, et un intérêt extraordinaire s'attachait aux résultats de l'enquête.

Le jury ayant vu le corps et un grand nombre de témoins ayant été entendus, il a été tenu pour constant que la sœur Mélanie ayant souffert d'un mal interne, le médecin de l'hôpital avait prescrit un médicament à prendre en boisson, à ce que ce fut à la sœur Sophia Ryder que fut confié le soin d'administrer

la préparation prescrite, et que cette nonne, s'étant méprise sur l'ordonnance, avait fait prendre à la malade *de la teinture d'aconit et de morphine au lieu de la teinture de quinine qui avait été prescrite*, et que la conséquence fatale de cette erreur avait été la mort presque immédiate de la malade. Un examen du corps *post mortem* a démontré que la mort avait été le résultat de l'empoisonnement par l'aconit, mais aussi qu'elle avait été l'effet d'un pur accident.

Le jury, par l'organe de son chef, a dit qu'il désirait rendre un verdict dans la forme suivante : « Que la mort d'Emma Forty avait été occasionnée par la négligence de miss Sophia Ryder, qui lui avait administré de l'aconit, drogue vénéneuse, au lieu d'une médecine qui avait été prescrite, et que le jury considérait qu'un grand blâme devait être infligé aux autorités du canton, qui permettaient que des personnes n'ayant pas reçu l'instruction nécessaire pussent, dans leur maison, administrer les médicaments ordonnés par les gens de l'art, et qu'il espérait qu'une telle pratique n'aurait plus lieu désormais. »

M. Gillon, chirurgien, a dit que la supérieure l'avait chargé de dire que le changement désiré aurait lieu, et il a ajouté qu'avant l'accroissement de sa clientèle c'était lui qui avait été chargé d'administrer les médicaments. Il faisait observer que si le mot *négligence*, qui impliquait manquement à un-devoir, était maintenu dans la déclaration, il emporterait constatation d'un homicide, et qu'il priait le jury de le supprimer. Le jury s'est empressé d'adhérer à cette demande, et a fait disparaître le mot dont le maintien aurait pu amener des conséquences fâcheuses.

EMPOISONNEMENT PAR LE CIDRE.

M. Léon-Dominique Dresch, brasseur, est cité devant le Tribunal correctionnel (6^e chambre), présidé par M. Légonidec.

Une affaire semblable avait déjà, l'an dernier, occupé plusieurs audiences du Tribunal; la clarification du cidre au moyen d'un sel de plomb avait occasionné des accidents déplorables, deux personnes même étaient mortes après avoir fait du cidre leur boisson habituelle.

Aujourd'hui, du moins, les accidents signalés ont été moins graves, mais leur cause est encore la même.

Au mois de janvier 1852, une dame Legrand tomba malade, et M. le docteur Lefrançois, appelé dès le début de la maladie, reconnut sur elle les signes d'une affection saturnine; il questionna, et apprit que la malade faisait usage de cidre depuis deux mois. Pour M. Lefrançois, la cause de la maladie était évidente; mais, par surcroît de précaution, il emporta une bouteille du cidre et le fit analyser par un pharmacien qui y trouva un sel de plomb.

M. le docteur Bonvallet, commis par la justice, constata la présence du plomb d'une manière précise; la malade présentait tous les signes physiques de l'empoisonnement saturnin.

Saisie de cidre fut faite chez diverses personnes que fournit M. Dresch, et M. Chevallier, professeur à l'Ecole de pharmacie, procéda à une expertise, de laquelle il résulte que le cidre saisi contenait une petite quantité d'un sel de plomb.

Le cidre bu par madame Legrand et par une dame Dupont, atteinte aussi des mêmes symptômes, provenait évidemment de la brasserie de M. Dresch, car elles représentent sa facture, datée du 31 décembre, et l'emploi du procédé si dangereux précédemment signalé ne pouvait être nié, car M. Dresch avait eu chez lui comme employé un sieur Dorvet, qui a figuré dans la première affaire que nous signalions plus haut et qui a été condamné pour ce fait à six mois de prison.

Il est vrai de dire que, dans une première instruction, une ordonnance de non-lieu avait été rendue en faveur de M. Dresch;

mais parce qu'alors aucun de ses clients n'avait été malade, il ne pouvait donc être cité comme prévenu de blessures par imprudence ; mais la maladie de mesdames Legrand et Dupont a changé sa position.

M. Dresch prétend que Dorvet ne lui a pas fait connaître son procédé, et qu'il ne pouvait être coupable que d'une trop grande confiance ; mais Dorvet était sorti de chez lui le 31 octobre 1851, et la fourniture faite à madame Legrand date du 31 décembre 1851 ; on continuait donc, après le départ de Dorvet, à employer son procédé, et l'on ne peut prétexter d'ignorance.

M. Chevallier, en rendant compte des opérations nécessitées par l'expertise, rappelle que des arrêts du Parlement de Rouen ont été rendus en 1755, à la suite de faits complètement analogues. Deux cas de mort avaient été signalés, tandis que d'autres personnes, qui avaient bu la même quantité de cidre, n'avaient éprouvé aucun malaise. Dans ces derniers temps, les mêmes circonstances se sont présentées ; le même cidre qui a causé des accidents graves chez les uns, n'a déterminé aucune indisposition chez les autres ; ce qui dépend de l'organisation des individus ; mais l'emploi du plomb est toujours dangereux : il altère l'eau aussi bien que le cidre. Ainsi, des personnes, après avoir bu de l'eau amenée par des tuyaux de conduite en plomb, ont ressenti les mêmes indispositions, accompagnées des symptômes saturnins.

M. Chevallier ajoute que la science fournit à la vérité un moyen de séparer le plomb du cidre, mais il a demandé lui-même à M. le préset de police que ce moyen ne fût pas employé, parce que si l'opération était faite légèrement, ou mal faite, le danger subsisterait.

M^o Bourgoin présente la défense du prévenu.

Le Tribunal a condamné Dresch à un mois de prison et 400 fr. d'amende.

PHARMACIE.

LETTRES SUR L'EXERCICE DE LA PHARMACIE, SUR LES ABUS QUI ENTRAVENT L'EXERCICE DE LA PROFESSION, SUR LES MÉTIERS DE PRENDRE POUR FAIRE CESSEZ CES ABUS.

Troisième lettre.

Nous avons, dans la lettre précédente, fait connaître les abus qui résultent de la vente des médicaments par des médecins, par des officiers de santé, par des associations de médecins et de pharmaciens, par des vétérinaires, par des distillateurs et des confiseurs. Nous allons maintenant parler de la vente des produits pharmaceutiques par d'autres individus qui n'ont pas qualité pour opérer cette vente.

De la vente de certains médicaments par les dentistes.

Les produits connus sous le nom de dentifrices, sont-ils ou non des médicaments? Si ce sont des médicaments, ils doivent être préparés et vendus par les pharmaciens. Les laisser vendre par d'autres, ou en autoriser la vente, c'est violer la loi du 21 germinal an XI.

MM. Merat et Delens, *Dictionnaire universel de matière médicale*, t. II, p. 616, établissent que les DENTIFRICES SONT des médicaments propres à entretenir les dents; or si ces préparations rentrent dans le domaine de la pharmacie, les pharmaciens, jusqu'à ce que la loi en ait décidé autrement, sont les seuls qui puissent les préparer et les vendre, et qu'on ne croie pas qu'il n'y ait pas d'importance dans le choix à faire des dentifrices; le mauvais choix peut donner lieu à l'altération d'organes essentiels. En effet, une poudre trop acide peut détruire l'émail des dents, une poudre grossière peut neyan-

cet émail et par suite en déterminer l'altération. Merat et Delens, dans leur grand ouvrage, disent : 1^o que les dentifrices trop acides et trop alcalins peuvent attaquer l'émail; 2^o que les médicaments buccaux, eaux, esprits, teintures, etc., destinés à raffermir, dégorger, calmer les gencives, doivent varier suivant l'état de ces parties molles. Ne doit-on pas conclure de ces observations dues à des hommes d'un haut mérite : 1^o que les médicaments dentifrices devraient être formulés par les médecins, les médecins dentistes, les chirurgiens, et que ces formules devraient être exécutées par les pharmaciens; 2^o qu'il y a danger pour la santé publique à ce que de semblables préparations soient confectionnées par des personnes ignorantes ou n'ayant pas de connaissances spéciales.

Il devrait aussi être interdit à toute personne, autre que les pharmaciens, de préparer des liqueurs, elixirs, sirops, destinés à servir pour le traitement des gencives et maladies de la bouche.

A l'époque où nous écrivons, les parfumeurs, les coiffeurs et une foule de gens de diverses professions, font le commerce des médicaments destinés aux dents et aux gencives, tandis que ceux qui devraient le faire ne le font pas, par suite d'une concurrence illicite.

De la vente de certains médicaments par les parfumeurs.

De même que les dentistes, les coiffeurs, etc., vendent les médicaments destinés aux maladies de la bouche, des dents et des gencives; les parfumeurs vendent les médicaments cosmétiques, médicaments dans lesquels on fait entrer des substances toxiques, du *sublime corrosif* (1), du *nitrate d'argent*, des

(1) Le liqueur de Gowlands, contre les taches de rousseur, est un composé : 1^o d'émulsion d'amandes et de sublimé; 2^o d'émulsion d'a-

sels de plomb, de bismuth. Nous avons, dans divers articles, fait connaître les accidents qui résultent de la vente de ces préparations, et cependant nulle précaution préventive n'a été prise.

Les médicaments cosmétiques devraient, comme les dentifrices, être formulés par des praticiens, et les formules devraient être exécutées par qui de droit.

L'article suivant, dû à MM. Merat et Delens, donnera une idée des dangers que courrent les classes aisées de la Société, classes qui font le plus d'usage de ces préparations.

Cosmétiques. — Médicaments destinés à donner au corps et surtout au visage une beauté qu'il n'a pas, à retenir ou rappeler celle qui se passe ou qu'il n'a plus. Cette classe d'*agents thérapeutiques*, dont on avoue le moins l'usage, est une des plus recherchées, surtout par les femmes, qui voient toujours avec dépit s'en aller leur jeunesse, et avec chagrin leur beauté. Une foule de gens spéculent sur cette faiblesse humaine, et offrent de toutes parts, avec une assurance cupide, qui n'a d'égale dans son effronterie que la stupidité de ceux qui s'y laissent prendre, des composés ornés de noms fastueux venus de Jouvence en droite ligne. Leur fourbe trompe, à bon escient, la crédulité sur le retour et la décrépitude en expectation. Le lait vaginal, la crème de beauté, l'eau de Ninon, le trésor de la bouche, la pommade des sultanes, le fard d'Aspasie, etc., et mille autres, d'une vertu plus secrète encore, vous effaceront les rides du visage, rendront votre teint fleuri comme dans cette adolescence si regrettée, vous donneront des cheveux

mandes, de sublimé et de sel ammoniaque. Les solutions pour teindre les cheveux sont composées de nitrate d'argent, et vendues sous les noms d'*eau d'Ebène, d'eau de Perse, d'eau noire, etc., etc.* Diverses préparations de plomb et de bismuth sont employées pour blanchir la peau et pour noircir les cheveux, etc., etc.

abondants et de la couleur qui vous sera agréable, des lèvres de roses, un cou de Niobé, des chairs fermes, etc. Avec de telles ressources, on peut dire qu'on n'a pas d'âge. Mais quel retour! ces mystérieux moyens, loin de procurer le moindre avantage durable, sont suivis de désordres pis que ceux aux-
quels on voulait remédier; de dupe on devient victime. Cette peau qui devait être élastique et souple, reste sèche, rude; les yeux et les os sont plâtrés à un teint plombé, ces lèvres de carmin deviennent livides. Ces inconvénients sont parfois bien autrement graves, car il entre dans ces composés, à côté de substances innocentes, telles que les eaux de roses, de plantin, de fleurs d'oranger, de fraise, à côté du baume de la Mecque, du frai de grenouilles, de l'huile d'amandes douces, de la chair de concombre, etc., des matières végétales ou minérales très nuisibles, comme du tanin, des acides, des sels de plomb, du nitrate d'argent, du sous-nitrate de bismuth et jusqu'à des préparations arsenicales; aussi voit-on des transpirations inten-
sées, des éruptions répercutées par la farine et le plâtre, suivant l'expression de Boileau, donner lieu à des maladies diverses; ici c'est une dyspnée, là un phyalisme, plus loin une ophthalmie, ailleurs la phthisie même; enfin, rien n'est plus commun que de voir Ninon devenue borgne et Aspasie édentée. Nous devons donc nous élever de toute notre autorité contre l'emploi de ces prétenus médicaments, qui même ne peuvent pas former une classe, tant ils sont disparates, indignes de figurer dans nos pharmaciennes, et qui doivent être abandonnés au charlatanisme, s'ils ne peuvent être empêchés et réprimés par la police. Les vrais, les seuls cosmétiques, sont l'extrême pro-
priété, l'application bien entendue des soins hygiéniques et la tempérance. Ces soins doivent redoubler avec l'âge, et quoique la jeunesse, le premier de tous les cosmétiques, en ait moins besoin, elle ne doit pas non plus les négliger, ne fût-ce que

pour être tout accoutumée lorsque la vieillesse et ses inconvenients viendront nous assiéger.

De l'exercice de la pharmacie par les droguistes.

Parmi les personnes qui exploitent la vente des médicaments, on doit placer les droguistes, qu'on doit diviser en trois classes : la première composée de ceux qui vendent seulement des drogues ; la deuxième de ceux qui sont reçus pharmaciens ou qui sont associés à des pharmaciens ; la troisième de ceux qui ne sont pas associés à un pharmacien, mais qui traitent avec un pharmacien non établi qui a diplôme.

Les droguistes sont placés dans une singulière condition ; en effet, cette profession n'a pas fixé l'attention du législateur, de telle sorte que le pharmacien qui prépare les médicaments composés avec les substances dont il se fournit chez le droguiste, doit justifier d'études préliminaires étendues, d'un temps de stage de huit années, ou d'un temps de stage moindre, mais d'études spéciales dans une école ; en outre il doit subir des examens, afin d'obtenir un diplôme. Le droguiste, au contraire, qui reçoit dans ses magasins, qui délivre au public les drogues tirées de toutes les parties du monde, les produits chimiques les plus actifs, les poisons les plus énergiques, est dispensé de toute étude, de toute preuve de capacité.

Cette position doit sembler d'autant plus singulière que l'herboriste, qui n'a dans son magasin que des plantes indigènes, pour la plupart insignifiantes, doit faire preuve de savoir et obtenir un certificat de capacité ; que résulte-t-il de ce défaut de savoir ? Des accidents quelquefois irréparables, accidents que nous ne relaterons pas ici, mais qui sont connus de tous, accidents qui sont peut-être plus fréquents de nos jours.

Si le droguiste se contentait de vendre des drogues inertes, des substances destinées à la teinture, aux usages domestiques,

le cas nous semblerait moins grave ; mais si le droguiste vend des substances qui peuvent, par erreur, donner lieu à des accidents graves, il est indispensable qu'une omission semblable, qui intéresse le commerce, la science et l'humanité soit réparée par les soins de l'administration ; le commerce est intéressé dans la question en ce sens que des produits falsifiés peuvent être vendus par le droguiste comme étant de bonne qualité et devenir nuisibles par leur emploi. Nous citerons l'exemple de soieries perdues, parce qu'un sel de cuivre vendu était impur, et qu'il avait fait virer les couleurs de telle sorte, qu'au lieu d'obtenir la teinte que l'on devait avoir, on avait en une nuance tout à fait différente. La science, en ce que le médecin qui a ordonné un médicament, n'obtient pas les résultats sur lesquels il a le droit de compter, si le médicament qu'on a livré est altéré ou fraudé ; nous citerons l'exemple d'opium factice qui ne contenait pas de morphine (1). L'humanité, en ce sens qu'il peut y avoir substitution d'un produit à un autre ; nous citerons l'exemple du sulfate de potasse mêlé, dans un cas, de 13 pour 100 de sublimé corrosif ; dans un autre, d'oxalate acidule de potasse ; dans ces deux cas il y eut mort de deux personnes.

On n'obvierra à ces graves inconvénients qu'en exigeant que les droguistes rentrent dans la loi commune et justifient de connaissances spéciales :

- 1^o Sur la nature, l'origine, les caractères, les propriétés des substances qui sont partie de leur commerce ;
- 2^o Sur les moyens à mettre en pratique pour conserver ces substances ;
- 3^o Sur les altérations que peuvent subir les produits qu'ils livrent au commerce ;

(1) Lorsqu'on reprocha au droguiste la vente de cet opium, il s'excusa en disant qu'il avait l'apparence du bon opium, et que, si on n'en voulait pas, on pouvait le laisser.

4^e Sur les falsifications qu'on leur fait subir et sur les moyens de reconnaître ces falsifications.

Selon M. Trébuchet, *Jurisprudence de la médecine*, 1834, p. 230, l'extension qu'a prise le commerce de la droguerie est un abus ; voici ce qu'il dit à ce sujet :

Il existe d'autres abus non moins sérieux qui portent un coup funeste aux intérêts pécuniaires des pharmaciens. Ainsi, par exemple, les droguistes ne devraient tenir que les produits naturels des deux Indes ; mais ils se sont mis à fabriquer des produits chimiques, comme le sublimé corrosif, le mercure doux, la pierre infernale, et ils pulvérisent des produits naturels ; il en résulte qu'on fabrique des produits de première, de deuxième, de troisième qualité, telles, par exemple, que la farine de moutarde et celle de graine de lin ; la troisième qualité de cette troisième farine n'a pas plus de propriété que le son ; les dernières qualités de la farine de moutarde sont dans le même cas, on y ajoute des poudres inertes, comme farines de haricots et autres. Tous les épiciers s'approvisionnent chez les droguistes, aussi il est rare de rencontrer chez eux des farines de moutarde et de graine de lin de bonne qualité ; ils cherchent le bon marché, sans s'inquiéter de l'effet que produiront ces farines employées comme remèdes (1).

En outre de ces farines, il est un grand nombre de drogues employées comme médicaments dont les droguistes font plusieurs classes, telles que le quinquina. Cet abus est un des plus graves, car comment peut-on admettre qu'il y ait plusieurs classes dans la bonté des médicaments, et, par conséquent, des médicaments à l'usage des gens riches, des médicaments à

(1) Ces farines sont maintenant de meilleure qualité, l'administration y a mis ordre ; cependant on a surpris, le 29 décembre dernier, un fabricant de farine de lin et de moutarde, qui mêlait à ces farines 10 pour 100 d'une terre jaune prise dans les carrières de Belleville.

l'usage des gens pauvres ? Cependant cette coutume est généralement admise dans le commerce de la droguerie, et on n'a pu encore parvenir à la faire cesser.

Quelques droguistes ne vendent pas au détail des substances médicamenteuses ; ils se contentent seulement d'entreposer des médicaments et de les fournir à leurs commettants, sous l'étiquette et le cachet d'un pharmacien légalement reçu. Nul doute que s'ils se bornaient, au fur et à mesure des demandes qui leur seraient faites, à acheter chez des pharmaciens les remèdes composés, il n'y aurait en cela rien de dangereux ni d'ilégal ; les droguistes ne seraient alors que de simples commissionnaires. Mais ce rôle ne leur convient pas ; ils achètent des médicaments à l'avance et les gardent jusqu'à ce qu'il leur en soit demandé. Or, il peut en résulter de grands inconvénients, car les remèdes peuvent se détériorer et n'en être pas moins livrés au public ; les étiquettes peuvent être dérangées et les médicaments confondus. Cependant cela a lieu journallement, et la loi est encore impuissante sur ce point.

Tels sont les abus signalés par M. Trébuchet, et ces abus ne sont pas les seuls. En effet, les médicaments expédiés sont achetés, non à des pharmaciens, mais à des fabricants qui préparent des produits médicamenteux des produits chimiques ; or, beaucoup de ces produits, et ceci est le résultat d'investigations qui nous sont propres, sont mal préparés ou falsifiés.

Pour ce qui concerne les droguistes exerçant tout à la fois la droguerie et la pharmacie, soit parce que le droguiste est pharmacien, soit parce qu'il est associé à un pharmacien, soit enfin parce qu'il a pris un *prête-nom*, il y a là une question qui nécessite un examen sérieux. *Devrait-on exercer à la fois la profession de droguiste et de pharmacien ?* La loi ne s'y oppose pas, il est vrai ; mais quelle garantie le public trouvera-

t-il à se fournir dans une droguerie où l'on fait la pharmacie ? N'y a-t-il pas à craindre, si le droguiste est intéressé, qu'il ne vendre les meilleures parties des substances simples, et qu'il emploie le reste à la préparation des médicaments composés ? Ce qu'il serait difficile, si ce n'est impossible, de constater.

Nous le disons ici, nous sommes heureux de ne pas connaître de faits de ce genre ; mais il serait possible que cela se fît, et il est du droit de l'administration de prendre à cet égard, dans un but d'intérêt public, toutes les précautions nécessaires pour que cela n'arrive pas. Ainsi, selon nous, le droguiste devrait être droguiste, le pharmacien ne devrait exercer que la pharmacie (1).

Pour ce qui concerne les *prénoms* employés par les droguistes, nous nous expliquerons dans un article spécial *sur les gérants*, nous dirons que nous avons su de bonne part qu'il est des gérants qui, traités comme des hommes de peine, ont été forcés de commettre des actions qui répugnaient à leur conscience ; il en est même qui ont abandonné la place qu'ils faisaient vivre pour conserver leur honneur.

Un des abus les plus graves de la droguerie, c'est la vente au poids medicinal ; le droguiste ne devrait vendre les substances simples que dans des limites assignées par la loi. Il est donc indispensable que l'administration fixe la limite de ce poids, de façon à ce qu'il ne puisse y avoir de discussion sur ce sujet.

Pour ce qui concerne le *droguiste non pharmacien*, il est bien entendu, et la loi est là, qu'il ne peut vendre ni *poudres* ni *medicaments composés*, et la constatation de ces produits

(1) On avait conseillé aux pharmaciens d'établir dans leurs officines des drogueries ; cela pourrait être licé, mais cela ne rentre pas dans notre manière de voir. . .

lors des visites des ses magasins doit entraîner un procès-verbal et la comparution devant les tribunaux.

En Belgique, la profession de drôguiste est réglementée, et ceux qui l'exercent doivent justifier de leur capacité. Nous avons fait connaître ces règlements dans le *Journal de chimie médicale* pour 1843, page 122.

Je vous prie d'agréer, etc. A. CHEVALLIER.

DE LA PRÉPARATION DES SELS ET DES LIMONADES A LA MAGNÉSIE;
Par M. LANGLOIS.

M. Langlois qui prépare ces sels au Mans, obtient le *carbonate de magnésie* par double décomposition du sulfate de magnésie ou du sous-carbonate de soude purs, il purifie, le *premier* par un lait de chaux vive et de magnésie caustique, qui décompose les sulfates de chaux, de fer, de plomb, de cuivre, l'acide libre et les impuretés qu'il peut contenir, etc.; le *second*, en les faisant bouillir avec une solution concentrée de bicarbonate de soude pur, avec addition, à la fin de l'opération; de ce même lait de chaux et de magnésie, qui transforme la soude caustique elle-même, libre du sous-carbonate de soude, en carbonate de soude en précipitant les corps étrangers. Le produit obtenu de la décomposition de ces deux sels ainsi purifiés, est le carbonate de magnésie pur.

Le *citrate de magnésie* s'obtient en prenant :

Acide citrique diaphane.....	9,000
Carbonate de magnésie pur.....	5,600
Eau pure légèrement sucrée.....	1,500

Le *tartrate de magnésie* s'obtient en prenant :

Acide tartrique en cristaux détachés...	9,000
Carbonate de magnésie pur.....	4,600
Eau pure légèrement sucrée...	1,500

Le mode d'emploi de ce sel est absolument le même que celui du citrate.

La limonade sèche au citrate de magnésie s'obtient en prenant :

Citrate de magnésie pur pulvérisé.....	30 grammes.
Carbonate de magnésie pur.	10
Acide citrique diaphane pulvérisé.....	15
Sucre royal pulvérisé, aromatisé au citron.	45
Mélez pour une bouteille d'eau.	100

100 grammes de cette poudre représentent 50 grammes de citrate pur et la quantité d'acide citrique libre pour aciduler agréablement la limonade, il en résulte qu'on peut doser ce purgatif avec la plus grande facilité. Elle s'emploie comme celle de Rogé, en l'introduisant dans une bouteille à eau minérale, remplissant d'eau, bouchant et ficelant. Au bout de quelques instants, la réaction est opérée et la limonade obtenue est d'une limpidité parfaite, et ne le cède en rien, pour la saveur, à celle de la meilleure limonade d'agrement. On la prend à volonté avant ou après le repas, par verres, à un quart-d'heure d'intervalle ; son effet n'est pas immédiat, il ne se produit le plus souvent qu'au bout de quelques heures en déterminant quelques selles copieuses.

La limonade sèche au tartrate de magnésie s'obtient en prenant :

Tartrate de magnésie pur pulvérisé.	30 grammes.
Carbonate de magnésie pur.	9
Acide tartrique en cristaux détachés pulv.	16
Sucre royal pulvérisé, aromatisé au citron.	45
Mélez pour une bouteille d'eau.	100

Son mode d'emploi est le même que celui de la limonade au citrate.

L'hydrate de magnésie s'obtient par double décomposition de la soude caustique et du sulfate de magnésie pur.

Ce produit, d'une nature toujours identique et par cela même d'un effet toujours certain, jouit de toutes les propriétés de la magnésie calcinée (propriété purgative et absorbante) sans en avoir la causticité. Quoi qu'il en soit de la supériorité de ce produit sur la magnésie calcinée, l'usage de cette dernière ne doit pas être complètement abandonné; et quoique l'ingestion en soit beaucoup plus difficile que celle de l'hydrate, il est des cas où il est de première nécessité (certaines affections des voies digestives, les empoisonnements par les acides), et où la médecine ne saurait s'en passer.

Le bicarbonate de soude pur s'obtient par saturation du sous-carbonate de soude pur, par l'acide carbonique également pur.

Le sulfate de soude, par les mêmes moyens de purification que le sulfate de magnésie.

Enfin, la magnésie calcinée pure, par calcination avec un soin extrême du carbonate de magnésie pur.

NOTE SUR LE SUC DE NERPRUN;

Par M. BILLOT, pharmacien à Besançon.

Monsieur le professeur,

J'eus besoin cette année d'une assez grande quantité de sirop de nerprun. Comme la saison n'était pas assez avancée et que les baies de nerprun n'avaient pas encore atteint leur maturité, je fus obligé de me procurer du suc, avec lequel je fis mon sirop au fur et à mesure qu'il m'en fallait. M. le docteur H..., chirurgien-major au 2^e léger, vint, un jour, m'avertir que les médicaments préparés avec ce sirop ne produisaient pas l'effet qu'il en attendait, malgré la dose élevée du sirop; plusieurs personnes vinrent, dans la suite, confirmer l'assertion du docteur.

Curieux de savoir à quoi cela tenait, j'en fis l'essai sur des animaux, et je trouvai l'action peu purgative ; je pris du suc d'une des bouteilles qui me restait et je l'examinai ; je lui trouvai une couleur d'un beau violet rougeâtre ; d'un autre côté, je demandai à un pharmacien du suc, que je savais préparé avec conscience ; j'examinai ce suc et lui trouvai une couleur d'un violet bleuté, reflété d'une légère teinte de pourpre ; j'étudiai alors simultanément les diverses réactions de ces deux sucs, et voici les résultats de ces essais :

RÉACTIFS.	SUC DE NERPRUN PUR.	SUC DOUTEUX.
Potasse caustique.	Couleur puce (brun clair Vert foncé jaune).	
Sulfate ferreux.	Noir teinté de jaune.	Noir teinté de vert.
Sulfate d'ammoniaque.	Teinte violet-cerise.	Groseille.
Nitrate acide de mercure.	Teinte et précipité verdâtre.	Teinte violacée qui donne ensuite un précipité trouble violacé.
Carbonate de potasse.	Vert teinté de jaune.	Vert foncé.
Sulfate de zinc.	Vert foncé.	Vert-bleuté.

On le voit, ces réactions sont bien tranchées. Il devenait évident par là que le suc dont je m'étais servi était falsifié. Restait à rechercher quelles étaient les matières premières qui avaient pu servir à cette falsification.

Les prunelles (*pruno spinosa*, L.) donnent un suc par trop acide et trop clair pour foncer le suc de nerprun, au contraire, il ne ferait que l'éclaircir davantage. Le troène (*ligustrum vulgare*) n'est pas assez commun pour pouvoir être employé avec succès. D'ailleurs, comme le fait remarquer M. Chevallier, la pulpe de troène est sèche, dépourvue de suc. Les baies de myrtille (*vaccinium myrtillus*) pourraient donner quelques espoir aux falsificateurs ; mais comment employer un suc astringent, la falsification deviendrait évidente ; au lieu de purger, il y aurait de la constipation, ou il n'y aurait pas d'effet. J'eus lieu de penser que le sureau hivelle (*sambucus ebulus*, L.)

pouvait bien ne pas être étranger à cette fraude. Je me procurai des baies de ce sureau, je les écrasai, j'en exprimai un suc que je fis clarifier et filtrer ; sa couleur foncée, d'une belle teinte rouge-violette, prête facilement à la fraude ; j'étudiai les réactions de ces suc, les voici :

RÉACTIFS.

SUC D'HIÈBLE.

<i>Potasse caustique.</i>	Précipité vert foncé.
<i>Sulfate ferreux.</i>	Couleur violette foncée.
<i>Sulfate d'ammoniaque.</i>	Groseille vif.
<i>Nitrate acide de mercure.</i>	Rouge teinté de gris.
<i>Sulfate de zinc.</i>	Couleur très violacée.

J'étendis ensuite le suc pur de nerprun avec de l'eau, et j'obtins une belle coloration bleue-violette. Le suc de *sureau hièble*, étendu d'une même quantité d'eau, me donna une couleur d'un beau rouge-violet. Je mêlangeai moitié du suc de l'un et moitié du suc de l'autre, et j'eus une coloration bleue rougeâtre ; j'assayai les réactifs qui ne me donnèrent pas les mêmes réactions qu'avec le suc douteux que j'avais, et dont j'ai donné les réactions plus haut ; d'ailleurs la falsification était trop évidente. Le suc de nerprun, étendu de $2/3$, me donna la même coloration, ou à peu près, que celle de mon suc douteux. J'essayai les réactions qui étaient identiques avec celles de ce suc douteux, d'où je concluas donc à la falsification du suc de nerprun avec un peu plus des $2/3$ du suc de sureau hièble, falsification d'autant plus difficile à reconnaître que le suc falsifié avait les apparences du plus beau suc de nerprun pur. Bien des localités manquent de nerprun, les pharmaciens sont obligés de faire venir leur suc, et, qui plus est, on confond souvent les baies du vrai nerprun (*rhamnus catharticus*) avec les baies de la Bourdaine (*rhamnus frangula*) qui ne diffère de l'autre qu'en ceci : le véritable nerprun a les feuilles dentées et les fleurs polygames ou dioïques ; l'autre, le *rhamnus frangula*, a les feuilles entières et les fleurs herma-

phrodites ; mais, je le répète, les personnes qui récoltent les baies ne font pas attention à de pareilles misères (selon elles), et l'on n'est jamais trop sûr de ce que l'on possède. Je proposerai donc aux pharmaciens les moyens indiqués plus haut par les réactions, pour que ces messieurs puissent reconnaître le véritable sué de celui qui est fraudé.

Avant de faire part au public de ces observations, je tenais, monsieur le professeur, à vous en faire part et à m'en rapporter à votre décision ; il y a trois mois que j'étudie ces sucs, car je tenais à savoir jusqu'à quel point on falsifiait les produits. Dernièrement, en demandant chez un droguiste la *matricaria camomilla*, on m'a envoyé le *matricaria inodora*, et sur mes réflexions, on m'a renvoyé le *matricaria parthenium*. Il y avait là évidemment ignorance ; mais enfin tout le monde ne compare pas, et l'on trompe souvent le public de cette manière. Si vous jugez la publication de cette fraude et les moyens de la reconnaître utiles, je vous prierais de l'insérer dans votre journal. J'aurai l'honneur de vous envoyer un de ces jours une méthode de faire le sirop de violettes, sans les monder, et d'obtenir un sirop aussi beau, aussi agréable que lorsqu'il est fait par le procédé du Codex ; et l'on peut, qui plus est, ramener au bleu l'infusion très verdâtre de violettes.

Recevez, etc.

Emile BILLOT.

NOTE SUR LA PRÉPARATION DE L'HUILE DE JUSQUIAME ;

Par M. ORTLIEB, de Sainte-Marie-aux-Mines.

J'ai réussi à préparer une huile de Jusquiame chargée de tous les principes actifs de la plante et se conservant très bien, en agissant de la manière suivante :

125 grammes de poudre de Jusquiame de moyenne finesse, ont été humectés avec 25 grammes d'éther sulfurique et 25 grammes d'eau, bien mélangés dans un mortier ; puis intro-

duite dans un appareil à déplacement en verre, muni d'une mèche de coton, cette poudre a été arrosée sans lassement, par 1 kilogramme d'huile d'olive.

L'huile pénètre peu à peu la poudre humectée, se charge de la matière extraéptive dont l'éther et l'eau ont favorisé la dissolution, passe fortement colorée et contracte l'odeur vireuse particulière à la plante. Une exposition de quelques minutes à une douce chaleur, chasse complètement l'éther employé.

Le même procédé peut s'appliquer à toutes les huiles cuites.

Le même procédé peut s'appliquer à toutes les huiles cuites.

EXERCICE ILLÉGAL DE LA PHARMACIE PAR UN MÉDECIN.

Le sieur Blaise-Adrien Courrége, officier de santé, à Clichy, a été traduit en police correctionnelle, pour avoir délivré des médicaments à des malades qu'il allait visiter.

Cet officier de santé a été condamné à 200 fr. d'amende.

EXERCICE ILLÉGAL DE LA PHARMACIE PAR DES HERBORISTES.

Neuf herboristes ont été traduits devant le Tribunal correctionnel, pour infraction aux articles 25, 36 et 37 de la loi du 21 germinal an XI, et unique du décret du 29 pluviôse an XIII, en ayant exercé sans droit la profession de pharmacien.

Ce sont les nommés Sillard, 22, rue de l'Empereur, à Montmartre; Fouyé, 24, faubourg Saint-Martin; Stricker, 30, chaussée Ménilmontant; Dumont, 7, Grande-Rue, à Passy; Bouillière, 38, rue Coquilliére; Halliez, 84, faubourg Saint-Denis; Génard, 30, rue Saint-Roch; Flad, 24, rue Saint-Paul; et la femme Devresse, 3, rue des Bons-Enfants.

Le Tribunal a condamné Sillard à 100 fr. d'amende, Fouyé à

50 fr., Stricker et Dumont chacun à 30 fr., Halliez, Génard, Flad et la femme Devresse, chacun à 25 fr. d'amende.

**EXERCICE ILLÉGAL DE LA MÉDECINE. — INFRACTION AUX
RÈGLEMENTS SUR LA PHARMACIE.**

Le 25 octobre dernier, un commissaire de police se transporta, assisté de M. Chevallier, professeur à l'Ecole de pharmacie, dans la pharmacie sise passage du Saumon, 17, et fit fermer cette officine, qui était tenue de la manière la plus irrégulière.

En effet, les véritables gérants de la pharmacie étaient le sieur Estaria, négociant, propriétaire de cette officine, et Pellegrin, ancien pharmacien de province. Au moment de la perquisition, Estaria avait déclaré d'abord être le sieur Lambert, titulaire apparent de l'officine. Après il se rétracta, et bientôt Lambert survint, et déclara qu'il n'était qu'un prête-nom qui recevait 50 fr. par mois, mais qu'il était étranger à la manipulation des médicaments.

Le commissaire de police saisit diverses préparations qu'un expert a déclaré constituer des remèdes secrets, notamment une injection dite *injection Brou*, déjà saisie et condamnée.

Brou, qui a été condamné dans les premiers mois de 1852, a prétendu qu'il n'avait pas livré de remèdes postérieurement à sa condamnation ; mais il résulte de deux lettres qui ont été saisies et qui sont à la date des 4 septembre et 23 octobre 1852, que Brou-Laveissière a livré à cette époque douze flacons de son injection ; il est donc en état de récidive.

Il résulte encore du procès-verbal et de l'expert qu'Estaria et Pellegrin ont négligé de renfermer sous clef une solution de sublimé-corrosif, substance toxique.

Enfin, non-seulement Estaria et Pellegrin se livraient à l'exercice illégal de la pharmacie et au débit de remèdes se-

crets, mais les prospectus de la pharmacie annonçaient des consultations gratuites par un ancien interne des hôpitaux, ne traitant que d'après les principes de la méthode Raspail.

Or, s'il y avait eu dans la pharmacie un ancien interne des hôpitaux, dont le nom a été effacé sur les prospectus, cet interne a cessé de donner des consultations. Le sieur Tessier, officier de santé, a confessé qu'il donnait chaque jour des consultations gratuites aux appointements de 50 fr. par mois qui lui étaient payés par Estaria.

Ce n'est pas tout, Pellegrin lui-même donnait des consultations et faisait des prescriptions médicales qu'il écrivait sur les prospectus de la pharmacie et les signait de la lettre initiale T. A en croire Pellegrin et Estaria, Tessier avait autorisé Pellegrin à signer les ordonnances de l'initiale de son nom.

Tessier nie avoir donné cette autorisation ; mais il est constant qu'en s'autorisant de son nom et de sa qualité d'officier de santé, Estaria et Pellegrin se livraient, sur une large échelle, à l'exploitation des remèdes secrets et à l'exercice de la médecine.

En conséquence, les sieurs Estaria, Pellegrin, Lambert, La-veissière (Brou) et Tessier comparaissent devant le Tribunal correctionnel (7^e chambre), présidé par M. Pasquier.

M. Chevallier, et M. Lassaigne, professeur de chimie à l'Ecole d'Alfort, sont entendus comme témoins.

M. Estaria : J'étais propriétaire de la pharmacie ; je croyais pouvoir la faire gérer par M. Lambert. M. Tessier donnait des consultations et M. Pellegrin s'occupait des préparations. Je ne me suis nullement occupé de la vente des remèdes.

M. Pellegrin : J'étais simplement élève et chargé de préparer les médicaments ; le médecin m'avait autorisé à écouter les malades en son absence ; je ne prenais pas part aux bénéfices.

Laveissière : J'ai fait deux fournitures à M. Estaria, mais elles sont antérieures à ma condamnation, qui a été prononcée le 11 novembre 1851.

Le Tribunal, après avoir entendu M. Puget, avocat impérial, condamne Estaria à 605 fr. d'amende, Pellegrin à 505 fr. d'amende, Lambert à 100 fr. d'amende, Brou-Laveissière à 500 fr. d'amende et à six jours de prison, et Tessier à 5 fr. d'amende.

EXERCICE ILLÉGAL DE LA MÉDECINE. — PATENTE COMME OFFICIER DE SANTÉ. — DÉCHARGE PAR LE CONSEIL DE PRÉFECTURE. — POURVOI DU MINISTRE DES FINANCES. — REJET.

Le sieur Jessé a été inscrit au rôle des patentés de la ville de Villeneuve en qualité d'officier de santé ; mais, sur sa réclamation, un arrêté du conseil de préfecture du Tarn, du 18 mai 1852, a ordonné la radiation du nom du sieur Jessé, parce qu'il n'est ni docteur en médecine ou en chirurgie, ni officier de santé, et que s'il a exercé l'art de guérir, ce n'a été qu'en se rendant coupable du délit prévu par l'article 35 de la loi du 19 ventôse an XI. De fait, un jugement du Tribunal correctionnel de Lavaur, du 13 du même mois, avait condamné le sieur Jessé à l'amende pour contravention au décret précité du 19 ventôse an XI.

M. le ministre des finances, s'attachant au fait matériel de l'exercice de l'art de guérir, a cru devoir se pourvoir contre l'arrêté du conseil de préfecture du 18 mai 1852, mais son pourvoi a été rejeté par les motifs suivants :

• Considérant que la loi du 18 mai 1850 (tableau G) assujettit à la contribution des patentés les docteurs en médecine ou en chirurgie et les officiers de santé ; qu'il résulte de l'instruction que le Tribunal de Lavaur a condamné le sieur Jessé à 5 fr. d'amende pour avoir exercé la médecine ou la chirurgie sans diplôme, certificat ou lettre de réception ; que, dans ces

circonstances, le sieur Jessé ne pouvait être imposé à la patente en qualité d'officier de santé, par application de la loi précitée; que, dès lors, c'est avec raison que le conseil de préfecture du Tarn a accordé au sieur Jessé décharge du droit de patente auquel il avait été imposé en qualité d'officier de santé pour 1851;

Article 1^{er}. Le pourvoi de notre ministre des finances contre l'arrêté susvisé du conseil de préfecture du Tarn est rejeté. •

VENTE DE SIROPS GLUCOSÉS.

Le sieur Jacques Toutain, négociant en liquides à la Chappelle Saint-Denis, était traduit devant le Tribunal correctionnel, sous la prévention de tromperie sur la nature de la marchandise.

Il a été établi par les débats que le sieur Toutain a vendu aux sieurs Debigny et Cosnard des sirops de guimauve fabriqués avec du sucre de glucose, et dans lesquels l'expertise a constaté qu'il n'entrait pas de guimauve.

Les sieurs Debigny et Cosnard, débiteurs de liquides, inculpés de complicité du délit, ont argué de leur bonne foi et ont été renvoyés de la poursuite; le sieur Toutain a été condamné à 50 fr. d'amende.

OFFICINE DE PHARMACIEN. — VENTE A UN INCAPABLE. —

CAUTION. — NULLITÉ.

Tribunal civil de la Seine (5^e chambre).

Audience du 20 janvier.

La vente faite à tout autre qu'à un pharmacien, légalement investi de cette qualité, d'une officine de pharmacie tenue ouverte, est nulle. La stipulation par laquelle l'exploitation de la pharmacie rendue à un incapable sera

continuée même temporairement par le vendeur pharmacien, est illicite.

Le contrat de cautionnement, intervenu pour garantir les obligations résultant d'une pareille vente, est nul.

Cette décision étant très intéressante pour la pharmacie, nous la faisons connaître à nos lecteurs.

MAGNETISME. — EXERCICE ILLÉGAL DE LA MÉDECINE. — ARRÊT.

Cour de Cassation.

Audience du 24 novembre 1852.

Le magnetisme ayant pour but le traitement des maladies, exercé sans diplôme, constitue la contravention d'exercice illégal de la médecine, prévue et reprimée par l'article 35 de la loi du 19 ventôse an XI.

L'importance de cette question, jugée pour la première fois par l'arrêt de la Cour de cassation dont il s'agit, nous a décidés à en donner le texte dont la teneur suit :

Le Docteur M. le conseiller Nouguier en son rapport, M. Dubois, avocat près la Cour en ses observations pour Jules Rovère, et M. l'avocat-général Plougoum en ses conclusions, et à l'Article 35 de la loi du 19 ventôse an XI, ainsi conçu :

Tout individu qui continuera d'exercer la médecine ou la chirurgie sans être sur les listes dont il est parlé aux articles 25, 26 et 34, et sans avoir de diplôme, de certificats ou de lettres de réception, sera poursuivi et condamné à une amende pécuniaire.

Attendu que la disposition de cet article est générale, absolue et sans distinction ; qu'elle ne subordonne pas l'existence de la contravention prévue et définie à telle ou telle condition particulière, à tel ou tel mode spécial de traitement, à telle ou telle prescription ou administration de médicament, mais qu'elle frappe, au contraire, par la généralité de sa prohibition

et abstraction faite du mode de traitement pratiqué, tout exercice de l'art de guérir ;

• Attendu qu'il est constaté par l'arrêt attaqué que Jules Rovère a hautement annoncé la prétention de guérir les maladies par le *magnétisme*; qu'il s'est présenté dans ce but chez plusieurs malades et en a reçu plusieurs autres chez lui;

• Que, dans cet état des faits constatés, l'arrêt attaqué, loin de violer l'art. 35 ci-dessus visé et l'art. 466 du Code pénal, en a fait une juste application;

• La Cour rejette le pourvoi dudit Jules Rovère, et le condamne à l'amende envers le Trésor public. •

FALSIFICATIONS.

FALSIFICATION DU LAIT.

On écrit de Bordeaux, le 24 janvier :

La femme S., laitière, est appelée devant le Tribunal correctionnel, sous la prévention d'avoir vendu à ses pratiques du lait falsifié.

L'inculpée essaie vainement de nier le délit. On a soumis la marchandise à l'épreuve du galactomètre, et l'appareil, dont le témoignage ne saurait être suspect, fournit les preuves de la culpabilité.

M. le président : Persistez-vous à dire que vous n'avez pas mélangé le lait avec une certaine quantité d'eau ?

La prévenue : Ce n'est pas de l'eau, monsieur le président. C'est ce qui reste dans le chaudron quand on a achevé de le rincer.

M. le président, qui n'a pas voulu comprendre une première fois, prie la femme S. de répéter ce qu'elle a dit. Il en résulte que cette dernière vendait du lait dans lequel il entrait de l'eau

sale. — Une légère émotion se manifeste dans l'auditoire. La laitière sourit victorieusement ; elle comprend que cette explication a produit un heureux effet. Elle espère être acquittée.

Mais le Tribunal, qui ne voit pas les choses au même point de vue, la condamne à 11 fr. d'amende et à cinq jours de prison.

OBJETS DIVERS.

MODIFICATIONS APPORTÉES A L'APPAREIL GRANDVAL ;

Par J. LECOCQ, pharmacien à Saint-Quentin.

Dans le numéro de février 1849 du *Journal de Pharmacie*, M. Grandval, pharmacien distingué de l'hôpital de Reims, publia un excellent mémoire sur les extraits pharmaceutiques, et donna la description d'un nouvel appareil de son invention à évaporer les extraits dans le vide.

A cette époque, je faisais de mon côté confectionner un appareil pour le même usage ; mon appareil devait être muni d'une pompe, plus tard cette pompe ne me suffit plus pour faire le vide dans mon appareil à évaporer les extraits ; je me trouvai dans la nécessité ou d'en acheter un autre ou de monter un appareil semblable à celui que venait de faire connaître M. Grandval ; cet appareil me parut très ingénieux et je me décidai à en avoir un semblable.

En examinant attentivement la description de l'appareil de M. Grandval, je crus m'apercevoir qu'il pouvait être modifié sur quelques points de manière à le rendre d'un emploi plus facile. Je fis alors confectionner un appareil sur les mêmes principes que celui de M. Grandval, avec les modifications que j'avais jugées nécessaires.

C'est cet appareil ainsi modifié que je vais faire connaître.

Avant de parler de mon appareil, je vais donner la description de celui de M. Grandval, afin que l'on puisse mieux saisir la différence qui existe entre eux.

Cet appareil se compose de deux ballons en cuivre étamés intérieurement, ayant chacun deux tubulures, mais dont l'un est muni en outre d'un robinet construit de manière à recevoir un entonnoir qui s'y applique au moyen d'une vis. Ces ballons sont composés de deux pièces hémisphériques, s'appliquant l'un sur l'autre par des rebords faisant saillie et susceptibles de recevoir une rondelle en caoutchouc, laquelle se place comme intermédiaire entre ces deux pièces qui constituent le ballon et fait obstacle à la rentrée de l'air dans l'appareil ; des boulons à vis et munis d'écrous traversent ces rebords et fixent solidement ces deux pièces.

Une des tubulures des ballons sert à les mettre en communication à l'aide d'un tuyau de cuivre ou de plomb ; la seconde tubulure sert à opérer le vide dans l'appareil. A cet effet, on remplit complètement les deux vases d'eau bouillante autant que possible, on ferme ensuite leurs tubulures avec des bouchons munis de tubes recourbés qui descendent jusqu'au fond, puis on fait chauffer jusqu'à ébullition. La vapeur qui se forme exerce une pression sur le liquide, le fait monter dans les tubes par où il sort en totalité, moins la quantité de vapeur qui remplit les vases.

Aussitôt que le liquide est expulsé, on retire les tubes avec les bouchons et on les remplace par des obturateurs garnis de caoutchouc, se vissant dans les tubulures.

Pour introduire dans l'appareil la liqueur à concentrer, on adapte l'entonnoir sur le robinet, on le remplit de celle liqueur, en ayant soin de l'entretenir toujours plein ; enfin, l'on ouvre la clef du robinet, et quand on juge le vase suffisamment rempli, on le referme en maintenant au-dessous l'entonnoir

contenant assez de liquide pour s'opposer à la rentrée de l'air.

Mon appareil se compose comme celui de M. Grandval, de deux vases en cuivre étamé, l'un servant de bassine et l'autre de condenseur. Ce dernier est trois fois plus grand que la bassine. La bassine (1) qui est à fond plat est formée de deux parties, le fond et le dôme ou coupole qui sont réunis au moyen de deux armures en fer dont l'inférieure est munie de boulons à charnière, le joint est fait à l'aide d'une rondelle en caoutchouc vulcanisé qui s'oppose à la rentrée de l'air dans l'appareil.

À la partie inférieure de la bassine, à 10 centimètres du fond se trouve un tube muni d'un robinet et plongeant dans un vase contenant le liquide à évaporer et que nous appelons *tube d'aspiration*. Le dôme est muni de deux disques en verre, opposés l'un à l'autre et laissant voir le liquide baignant et se termine par un gros tuyau portant une rondelle de fer à son extrémité.

Le condenseur est d'une forme sphérique et d'une seule pièce; à la partie inférieure se trouve un petit tube fermé par un robinet, et à la partie supérieure un gros tuyau terminé par une rondelle allant s'adapter, à l'aide de trois boulons, à celle du dôme de la bassine et réunissant ainsi les deux vases qui composent l'appareil. Le joint se fait à l'aide d'une rondelle de caoutchouc vulcanisé. Ce gros tuyau porte à 10 centimètres environ du condenseur un petit tube à manomètre garni d'un robinet et allant s'adapter sur un autre tube en verre, d'un mètre de haut, plongeant dans un vase rempli de mercure.

(1) Pour les personnes qui peuvent chauffer à la vapeur, et tous les pharmaciens sont dans ce cas, car avec la cucurbité d'un alambic on a une chaudière produisant assez de vapeur pour cet usage, il serait utile d'ajouter un double fond à la bassine. Le chauffage à la vapeur est plus commode, en cela qu'il se règle mieux.

Lorsqu'on veut se servir de cet appareil on commence par expulser l'air. Pour cela, on met dans la bassine une petite quantité d'eau, un litre suffit pour mon appareil. On ferme la bassine à l'aide des boulons à charnières et l'on chauffe. Après avoir fermé tous les robinets de l'appareil, excepté celui du tube placé à la partie inférieure du ballon, bientôt l'eau entre en ébullition, l'air s'échappe par le tube du condenseur et la vapeur vient elle-même sortir en abondance par ce même tube. Alors on ferme le robinet et l'on cesse de chauffer. On refroidit le condenseur à l'aide d'eau que l'on fait tomber dessus, et à l'instant le vide est complet, ce dont on peut s'assurer en ouvrant le robinet du tube communiquant avec le mercure, on voit le métal monter dans le tube à une hauteur de 75 à 76 centimètres.

Pour introduire le liquide à évaporer, il suffit d'ouvrir le robinet du tube d'aspiration en ayant soin de le refermer avant que l'orifice de ce tube soit mis à découvert. Immédiatement l'on voit le fond de la bassine se recouvrir de liquide qui, à l'aide d'une faible chaleur, entre de suite en ébullition. Afin que l'opération aille plus vite, on introduit peu de liquide à la fois, et lorsqu'on a des liqueurs plus concentrées les unes que les autres, on commence par celles qui le sont le moins.

Il est bien facile de se rendre compte des avantages que présente mon appareil sur celui de M. Grandval. D'abord rien n'est plus facile que de faire le vide, puisqu'il suffit d'ouvrir et de fermer un robinet.

L'opération se conduit bien facilement, car on peut constamment voir le liquide, savoir s'il bout ou s'il ne monte pas de manière à passer dans le conducteur. J'insiste sur ce point, car il me paraît difficile avec un appareil dépourvu de disques en verre de conduire convenablement l'opération.

Avec cet appareil on peut avoir à volonté ou de l'extrait mou ou de l'extrait sec, tandis qu'avec celui de M. Grandval l'extrait est toujours sous cette dernière forme, et, quoique l'on en dise, je ne pense pas que pour tous les extraits cette forme soit la plus convenable.

Pour ouvrir l'appareil et enlever l'extrait, il suffit de dévisser les écrous des boulons à charnière et des trois boulons de la rondelle du tuyau qui réunit l'appareil. Cette manœuvre n'exige pas plus de trente-cinq à quarante secondes. Pour un appareil plus grand que celui que j'ai et dont la bassine a 41 centimètres de diamètre, on pourrait se passer de cercles en fer et avoir une bassine d'une seule pièce ; on y pratiquerait un trou appelé, dans les grands appareils, *trou de l'homme*, et par là on enlèverait les extraits et on nettoierait l'appareil, ce serait moins coûteux et aussi plus commode.

L'appareil de M. Grandval et le mien exigent une assez grande quantité d'eau pour condenser la vapeur à mesure qu'elle se rend dans le condenseur. C'est là un inconvénient même pour les personnes qui ont de l'eau à volonté, car cette eau, il faut nécessairement l'élever au-dessus du condenseur, soit à l'aide d'une pompe, soit à l'aide de tout autre moyen.

M. Soubeiran avait eu l'obligeance de m'indiquer le moyen d'employer moins d'eau. Ce savant professeur m'avait donné le conseil de mettre au-dessus du condenseur un serpentin dans lequel toute la vapeur serait condensée, de telle sorte que le vase qui aujourd'hui me sert de condenseur ne servirait plus que de récipient. Ce vase et le serpentin seraient placés dans une cuve en bois ou en tôle peinte remplie d'eau froide, que l'on renouvellerait comme on le fait pour les distillations ordinaires.

SUR LES USAGES DU ROCOU.

Mon cher monsieur Chevallier,
Je viens à l'instant même de recevoir votre honoree lettre et
m'empresse de vous répondre.

Dans les vallées de Saint-André-d'Hébertot et de Saint-Benoît, communes presque voisines de chez nous, le rocou est journallement employé pour la coloration du beurre et du fromage; cette matière colorante donnant une couleur un peu trop rouge, on l'associe au safran qui donne une couleur imitant mieux celle du beurre naturellement coloré.

Le peu de cire que l'on fait dans notre pays est très-pure, on ne se sert pas de rocou pour la colorer.

Je ne saurais, monsieur, vous dire la quantité de rocou employée chez nous; nous sommes trois pharmaciens; j'en vends 3 à 4 kilogrammes par an, mes confrères doivent en vendre autant; il y a dans notre endroit douze épiciers qui vendent aussi cette substance, et peut-être en plus grande quantité que nous, parce qu'ils se contentent de peu de bénéfice; j'entends cependant bien souvent des gens me dire: vous me vendez le rocou plus cher que les épiciers, mais je préfère le vôtre, parce qu'il est de meilleure qualité. Il y a des saisons où nous en vendons beaucoup, parce que les vaches font le beurre très-blanc; il y a aussi des vaches qui le font toujours blanc, c'est alors qu'on y ajoute du rocou. Les marchands du Havre et d'Honfleur, qui viennent s'approvisionner chez nous, recommandent aux cultivateurs de colorer leur beurre, et leur payent jusqu'à 10 centimes par 500 grammes plus cher le beurre coloré que le beurre un peu blanc, qui est d'une aussi bonne qualité.

Veuillez, etc. GAINSBY.
Beuzeville (Eure), le 30 novembre 1852.

DISCOURS SUR LES REMÈDES SECRÈTS AUTORISÉS PAR LE
GOUVERNEMENT;

Par M. SOUBEIRAN, secrétaire général de la Société de pharmacie de Paris.
(Suite.)

Il y a toujours de graves inconvénients à mettre le public, mauvais juge en pareille matière, dans la confidence des propriétés d'un remède. Il est bon que la loi lui vienne en aide pour le soustraire au danger, en s'opposant à ce que chaque jour on lui mette sous les yeux l'appât, trompeur de toutes ces publications. Ceux qui ont quelque expérience de ces sortes de matières savent avec quelle complaisance, à la lecture d'un article de médecine, une foule de gens se tâtent en tous sens et sont enclins à découvrir en eux le mal dont il est parlé. Le remède est-il à côté, ils s'empressent d'y avoir recours. Ainsi se sont rendus malades des gens dont la santé prospère n'avait reçu d'atteinte que dans leur crédule imagination ; ainsi ont aggravé leur état tant d'autres qui se sont appliqués, à tort et à travers, des remèdes qui leur devaient être contraires. J'en puis parler avec assurance, car, dans ma propre famille, j'ai en l'exemple d'un pauvre malade mort à la suite de l'administration qu'il s'était faite imprudemment d'un elixir purgatif, sur la foi d'un de ces prospectus menteurs.

Il y a véritable culpabilité du faiseur d'annonces par les dangers qu'il fait courir à la santé publique, et parce qu'il s'immisce illégalement dans l'exercice de la médecine. De sa part, il y a consultation donnée, et consultation d'autant plus dangereuse qu'elle s'adresse indistinctement à tous. Qu'on ne vienne pas dire que cette annonce est nécessaire pour avertir le corps médical de la découverte ; si en est suffisamment instruit par les journaux de médecine et de pharmacie. D'ailleurs ce n'est pas à lui que l'on s'adresse ; mais c'est au corps bien autrement nombreux et profitable des dupes que vont toutes ces annonces, faites à grands frais, répandues avec profusion, dont le succès se fonde sur le bruit et jamais sur la valeur du médicament qu'elles préconisent. Ces annonces ne sont pas moins funestes aux intérêts des médecins qu'à ceux du public. Ce dernier, toutant, chaque matin une constitution toute faite, se persuade qu'à chaque maladie répond son remède, sans se douter que la détermination de la maladie est au premier fait qui lui échappe, et ensuite que le remède, pour être efficace, ne doit pas

être appliqué indifféremment à toutes les doses, à toutes les périodes et à toutes les variations d'une même maladie. Ainsi, le médecin voit sa juste influence diminuer, sa clientèle se réduire, et les malades ne lui revenir qu'après avoir souvent aggravé leur état et avoir laissé passer le moment propice à la guérison. Le mal est bien senti, et vous ne trouverez aucun médecin qui ne demande la prohibition des annonces, à l'exception toutefois de ces quelques hommes qui les exploitent honteusement pour arriver à la fortune, ou de ceux-là qui, journalistes par métier, sacrifient les intérêts de l'art de guérir et ceux de la santé publique aux nécessités de leur position, et qui, suivant l'expression énergique de M. Amédée Latour, *vont puiser dans la fange des annonces les moyens de soutenir une entreprise chancelante.*

Je ne puis mieux en finir à ce sujet que par cette apostrophe que j'emprunte à Swediaur :

« Il me paraît tout à fait contradictoire et même parfaitement ridicule de jeter les hauts cris pour un malheureux qui est écrasé dans la rue ou qui se noie dans la rivière, pendant qu'on souffre patiemment que des milliers de malades, particulièrement ceux d'une constitution faible et irritable, soient sacrifiés par les mains des charlatans et meurent bientôt des suites de l'administration imprudente et empirique d'un remède dangereux. »

Enfin, messieurs, à tous ces raisonnements, savez-vous la réponse qui paraît trouver quelque crédit ? C'est que les dupes sont plus nombreuses à l'étranger qu'en France, et que l'exportation de ces remèdes est une des branches de la richesse nationale. La conscience publique se lève et proteste contre une telle pensée, car, en France, le profit n'absout pas de l'iniquité. Ces gens-là n'ont donc gardé au cœur aucune parcelle de notre chevaleresque et vieux sang gaulois. Ils nous demanderaient volontiers une guerre de l'opium pour assurer le débit de leurs drogues malfaisantes.

Après cet exposé, pour témoigner de la justesse de mes conclusions, je sens le besoin de vous faire connaître plus particulièrement chacune de ces prétendues panacées. Vous allez vous convaincre, à votre tour, si l'origine de l'autorisation dont elles jouissent est de nature à commander la confiance. S'il s'était glissé quelque erreur dans l'histoire que je vais en faire, il faudrait en accuser l'impossibilité où je me suis trouvé de consulter les documents officiels. J'en ai fait la demande; mais le ministre n'a pas cru pouvoir me les communiquer.

Les remèdes secrets dont la vente est autorisée sont :
 - Le pilules de Belloste ;
 - Les grains de santé du Dr Franck ;
 - La poudre dite d'Irrœ ;
 - Le rob antisyphilitique de L'affecteur ;
 - La pommade ophthalmique de la veuve Farnier ;
 - La poudre de Sancy ;
 - Les biscuits d'Olivier ;
 - La pommade antidartreuse de Kunkel.
 Je laisse volontiers de côté toute discussion sur la poudre de Sancy, la pommade de la veuve Farnier et la pommade de Kunkel, pour lesquelles il n'est pas fait d'annonces. La première a perdu toute son importance depuis la découverte de l'iode ; la seconde est une pommade ophthalmique comme il y en a tant ; la troisième, qui a pour base l'oxyde de cuivre, est l'un des éléments d'un traitement qui n'a reçu qu'une tolérance de l'autorité.

Les pilules de Belloste, suivant une lettre du ministre du 22 avril 1831, sont au nombre des remèdes dont la vente est autorisée. Le fait de cette déclaration suffirait pour prouver la nécessité de porter l'ordre et la lumière dans les documents qui se trouvent au ministère ; car le 5 octobre 1819, le ministre d'État préfet de police écrivait au secrétaire de l'école de pharmacie : « Le sieur Belloste a obtenu, en 1781, un privilégié pour la confection et le débit pendant trente ans des pilules dites de Belloste. Non-seulement les trente années sont écoulées, mais encore ce privilégié se trouve avoir été annulé, ainsi que tous ceux de même nature, par l'article 1^{er} du décret du 18 août 1810. En conséquence, défenses viennent d'être faites à ce particulier de se mêler en rien de la préparation des pilules dont il s'agit, d'en annoncer la vente ou d'en former aucun dépôt. »

C'était d'autant plus justice que Belloste n'avait rien inventé du tout, et que sa prétendue découverte n'était que la reproduction à peu près complète des pilules de Renaudot, imitées elles-mêmes des fameuses pilules de Barberousse. (Henry et Guibourt, *Journal de pharmacie*.)

Quant aux grains de santé, voici ce qui résulterait de l'historique qui a été tracé, en 1812, dans le *Journal de pharmacie*, historique qui ne fut pas contesté alors, et qui ne l'a pas été depuis. Un certain R... annonce qu'il a reçu du docteur Franck, premier médecins de la cour d'Antriche, la formule de ces pilules merveilleuses. Ceux à qui le célèbre

docteur les a prescrites ont vécu longtemps, et ont été exemptes de fièvres intermittentes putrides et malignes. R... reçoit immédiatement un démenti de la famille de Franck. Alors ce n'est plus le célèbre professeur de Vienne, c'est un docteur Franck de Strasbourg à qui l'invention est rapportée, docteur créé pour l'occasion, car il n'y avait pas à Strasbourg de médecin de ce nom. Cependant l'autorisation avait été accordée, et elle ne fut pas retirée quand la tromperie eut été mise au grand jour.

Passons à l'Iroë ou purgatif rafraîchissant, remède peu connu aujourd'hui et dont je me serais abstenu de vous parler, s'il n'était une preuve de plus de l'opportunité de revenir sur les autorisations accordées autrefois. A celle-là, ce n'est pas l'ancienneté qui manque: il y a quatre-vingt-quinze ans qu'il a reçu l'autorisation. Il a eu pour lui la recommandation d'hommes de l'art, de la Société de médecine d'Avignon et de la commission de médecine à Paris. Il ne méritait pas moins, car ce remède précieux, fruit des travaux, des recherches, des combinaisons et des mélanges les plus savamment combinés, purge et rafraîchit, guérit toutes sortes de maladies, est bon à toutes sortes de malades, bon même à ceux qui sont en parfaite santé. (Prospectus, p. 5.) Et de pareilles sortes se publient avec approbation du gouvernement; il se trouve des gens pour les défendre et des dupes pour les payer.

Les biscuits d'Ollivier ont été autorisés sur un rapport de l'Académie de médecine. Il n'est si docte assemblée qui ne faille quelquefois. Le jour où elle a donné son approbation à ce remède, l'Académie oubliait et le soin de sa propre considération et les intérêts de la santé publique.

Il n'y a pas de mystère sur la composition essentielle du médicament: c'est le sublimé corrosif, d'usité par les matières protéiques. Le remède est efficace sans doute, mais il n'est pas nouveau et il est dangereux. On dirait que c'est en vue de ce remède que Swedlaur a écrit un jour qu'il est étonnant que sous un gouvernement éclairé et humain, on permette la vente et l'administration d'une drogue comme le sublimé corrosif, soit seul, soit déguisé. Les écoles de médecine bien organisées et maniées par le gouvernement de pouvoirs suffisants n'interdiraient-elles pas l'usage d'un remède si dangereux entre les mains d'un charlatan? Quant à la nouveauté de la préparation, l'Académie est pas se rappeler que l'association du sublimé corrosif à la mie de pain, à la farine, au gâteau, au jaune d'oeuf, se trouvait réalisée déjà dans un assez grand

nombre de formules. Mais il y a plus : c'est que le gouvernement avait déjà récompensé et fait publier, en 1789, la recette de gâteaux préparés dans le même but, et dont les biscuits d'Ollivier n'ont été qu'une tardive imitation. M. Guibourt a bien voulu me fournir à ce sujet les renseignements que voici. La formule des gâteaux toniques mercuriels de Bru est consignée dans un ouvrage intitulé : *Nouvelle méthode de traiter les maladies vénériennes par les gâteaux toniques mercuriels sans clôture, et parmi les troupeaux sans séjour d'hôpital*, par Bru chirurgien-major de la marine. Fait et publié par ordre du gouvernement. Paris, 1789. Dès l'année 1788, ce traitement fut adopté dans les principaux ports de la marine royale, sous l'inspection de l'auteur, qui reçut d'autres récompenses. Bru, à cette époque éloignée, préparait le sublimé corrosif au moyen de l'eau régale, y associait de l'alun et du miel, et en fabriquait des gâteaux avec de la fariue et du sucre. Ainsi, Ollivier n'avait pas même le mérite de l'invention, et comme il est mort aujourd'hui, le gouvernement devrait mettre un terme aux dangers qui résultent de la vente libre d'un remède aussi énergique.

Me voici enfin arrivé à celui des remèdes réputés autorisés contre lequel semblent s'accumuler tous les griefs, celui dont l'autorisation paraît la plus problématique, celui qui, eût-il été jadis autorisé, se serait le plus écarté des bornes mises à tout privilége. Tout porte à croire qu'il n'a reçu qu'une permission temporaire et à titre d'essai, et cependant cette autorisation s'est perpétuée ; elle a été vendue publiquement et s'est divisée entre plusieurs exploitants qui ont débité chacun un remède différent. La composition de ce remède a varié sans cesse ; il est vanté par des anopces emphatiques comme propre à guérir une foule de maladies, tandis que l'autorisation n'avait été accordée qu'en vue de la seule propriété pour laquelle il devait être expérimenté. Il est livré à tout venant, sans souci de l'opportunité de l'emploi, et de plus il est vendu à un prix exorbitant. Vous avez numéroté devant moi le robuste anti-syphilitique de L'Affection.

L'histoire de ce remède sera facile à tracer ; j'en trouve les éléments dans une brochure de l'un des propriétaires actuels, dans les écrits de quelques médecins, et surtout dans l'excellent rapport fait à l'Académie de médecine de Bruxelles par M. Pasquier.

Boixean, médecin, entendait parler des cures faites par un remède purement végétal, M. de Marçilly, son beau-père, l'acheta pour l'exploiter avec lui. On voulait bien avoir le profit de l'entreprise, mais, en

même temps, préserver son nom de la honte qui s'y attachait (1) : le remède fut vendu sous la dénomination de *Rob antisyphilitique*, sous le nom social de Laffecteur, lequel nom fut acheté à celui qui le portait, employé au ministère de la guerre, et dont la position pouvait aider, sans doute, à la délivrance de l'autorisation. Plus tard, la société fut partagée en maison Laffecteur et maison Boyveau-Laffecteur. Aujourd'hui, le rob est exploité en commun par les deux maisons réunies.

La recette du rob fut communiquée à M. de Lassone, premier médecin du roi, puis à la Société de médecine, qui nomma successivement deux commissions ; une première, composée de de Lassone, Macquer, Lorry, Geoffroy et Bucquet, fit l'examen du remède ; une seconde, composée de Genserus, Colombier, Dubourg et Carrière, fut chargée d'en suivre l'application. Dans la séance du 7 avril 1780, cette commission estima que le rob de Laffecteur était assez propre à guérir la vérole, en y joignant les traitements accessoires dont le médecin apprécierait l'opportunité ; que ne contenant pas de mercure, il pouvait devenir surtout utile dans les cas où l'on aurait à craindre l'usage des préparations mercurielles. (*Archives de la Société de médecine.*)

La Société admit les conclusions de ce rapport dans la séance du 20 avril 1780. Il est à remarquer qu'il ne donne aucun avantage au rob Laffecteur sur les remèdes connus ; il renferme d'ailleurs une assertion un peu aventureuse sur l'absence du mercure dans cette composition, car Buquet avait dit à la Société :

« Je n'ai pas retiré de mercure du rob antisyphilitique de Laffecteur,
 « mais je ne dis pas pour cela qu'il n'en contienne pas, puisque je n'ai
 « pu en découvrir dans ce même rob où j'avais ajouté 2 grains du su-
 « blimé corrosif. Quoique je ne puisse assurer que le rob antisyphilli-
 « tique doive ses propriétés au mercure qu'il peut contenir, je dois
 « néanmoins devoir faire observer que cela est possible. La lessive de
 « sel fixe de tartre est un intermédiaire très propre à dégager le mercure
 « masqué par une liqueur sirupeuse, mais cet intermédiaire n'a d'action
 « que quand le sel mercuriel se trouve dans la liqueur en quantité un
 « peu considérable. »

Il ne paraît pas qu'à la suite de ce rapport le rob ait été autorisé. Il

(1) En 1778, l'opinion publique n'eût pas permis d'attacher son nom de famille à un remède ayant une telle spécialité. (HOFMANN. Brochure, p. 5; 1850.)

y a bien un arrêté du Conseil d'État, du 12 septembre 1778 ; mais comme il est antérieur au rapport de la Société de médecine (10 septembre 1779 et 7 avril 1780), il est hors de doute qu'il n'a été qu'une tolérance provisoire. La *Gazette de santé* du 15 octobre 1778 dit formellement que cet arrêté avait pour but, en permettant la vente, de faire constater journellement les effets sous les yeux de deux médecins de la Faculté de Paris et de la Société de médecine, chargés d'en diriger l'administration dans une maison particulière établie à cet effet, et d'en rendre compte à la Société. Pour se procurer ce remède, il fallait se présenter avec un billet signé d'un médecin chez le sieur Laffecteur (*Gazette de santé*, 1778, n° 42). L'autorisation définitive n'a pas été donnée, car, le 12 janvier 1850, le procureur de la République déclarait en pleine audience qu'il n'y a pas d'autorisation expresse du gouvernement, qu'il y a seulement tolérance et abstention de poursuites.

Je vous ai dit le cas que la Société royale de médecine faisait du rob de Laffecteur ; écoutez maintenant l'opinion de deux hommes qui ont suivi l'application : d'abord la voix de Swediaur au beau temps de la vogue du remède ; puis, de nos jours, celle de M. Thiry, professeur de clinique des maladies vénériennes, à Bruxelles.

« Depuis plusieurs années, dit Swediaur, j'ai vu un grand nombre de malades qui sont venus me consulter après avoir pris le rob pendant longtemps et à plusieurs reprises sans succès. » Et plus loin : « Il n'y a que l'ignorance et le charlatanisme qui puissent le regarder et le préconiser comme l'unique remède de ces maladies ; du moins je n'ai pas vu que, faute de ce rob, il mourût plus de soldats et de marins dans les hôpitaux d'Angleterre et ailleurs qu'en France, où tant de gens sans instruction le croient un moyen infaillible et la dernière ressource de l'art ; mais, dans ces pays, les gouvernements, méprisant les remèdes des charlatans, confient les malades aux soins des médecins et des chirurgiens les plus éclairés. »

En 1850, M. Thiry s'exprimait ainsi devant l'Académie de médecine, à Bruxelles : « On a singulièrement exagéré les vertus médicamenteuses du rob de Laffecteur. Son action est nulle comme agent antisyphilitique ; il ne renferme aucune puissance spécifique. Il est inutile dans le traitement des affections vénériennes bénignes, dangereux contre le chancre induré ; il laisse croître et augmenter les accidents. Il en est de même quand on l'applique aux maladies graves de la peau. On peut l'employer comme adjuvant dans les maladies de la peau et

« syphilitiques. Le régime sévère imposé aux malades a plus de part « que le rob lui-même dans le succès. »

Qu'est-ce donc, en effet, que ce rob antisyphilitique ? Un sirop de salsepareille composé tout à fait analogue à celui du Codex. Sa composition ne pouvait rester un mystère : neuf personnes avaient été mises dans la confidence. On va voir que c'est par elles que la recette du rob a été divulguée.

Pelletan, dans sa clinique chirurgicale, rapporte la formule de ce rob qu'il tenait, dit-il, de l'homme le plus véridique et le plus instruit qu'il connaît. Elle n'est autre que celle du sirop de Cuisinier, avec substitution de la coriandre à l'anis.

Van Mons, de son côté, a eu communication de la recette de ce rob, et voici comment il nous apprend qu'elle lui est arrivée. L'affecteur fut chargé de fournir son rob pour le service de la marine. Van Mons en eut la recette et la publia dans sa pharmacopée usuelle en 1822. Cette formule est telle, dit-il, que nous l'avons exécutée pour l'un des commissaires de la marine française qui avait assisté à cette communication. Cette recette diffère à peine de celle du sirop de salsepareille composé (salsepareille, sucre, miel, de chaque 15 parties ; séné, fleurs de bourrache, roses muscates, semences du cumin, de chaque 1 partie).

Et moi aussi, je possède la recette qui a été remise à la commission d'examen nommée par le gouvernement, et cela, par hasard, par succession de l'un des commissaires. Je pourrais la publier, car je ne suis pas obligé au secret. Je me contenterai de dire à ceux qui voudraient se soustraire à la râpe du monopole actuel, qu'il peuvent en toute sûreté se servir de l'une ou de l'autre recette que j'ai rapportée tout à l'heure ; les différences sont très légères et peuvent être négligées.

Voulez-vous une preuve encore ? Je vais la puiser dans le Codex de 1818, qui comptait au nombre de ses rédacteurs des membres de la commission d'examen. Après avoir donné la préparation du sirop de salsepareille composé, le Codex ajoute :

« *Parum admodum initio, aut nihil prorsus, sive medicamentorum natura et mutuā ratione, sive methodo parandi ab hoc discrepabat a deo decretatum Rob dictum antisyphiliticum.* »

Ainsi le rob antisyphilitique est le sirop de salsepareille composé du Codex, avec un désavantage qui lui est propre ; c'est qu'il a varié à diverses époques et qu'il peut varier encore au gré des vendeurs. Ceci ressort déjà des légères variations que présentent entre elles les recettes

de sources officielles venues en des temps différents, et bien plus encore des faits graves que je vais rapporter. Le rob primitif était une bouillie claire, d'une couleur brune, d'une odeur de sirop de longue vie, qui laissait déposer au fond des bouteilles une féculle grise, et qui donnait, lorsqu'on l'avait coupé avec de l'eau, un dépôt visqueux et collant. Sa densité était de 1,117. Aujourd'hui, le rob est un sirop brun, d'une densité de 1,21, qui donne avec l'eau une liqueur presque transparente. Le rapport remarquable fait par M. Pasquier, à l'Académie de médecine de Bruxelles, constate qu'en 1860 on vendait, en Belgique, plusieurs espèces de robs, ils étaient fort différents les uns des autres. Leur densité variait entre 23 et 36 ; les uns avaient déposé dans les bouteilles, les autres non ; ceux-ci restaient transparents quand on les étandait avec de l'eau ; ceux-là se troublaient ; d'autres formaient un dépôt épais. Leurs couleurs étaient très diverses ; les quantités de chlore nécessaires pour les décalorier variaient de 4 à 10. L'eau de chaux développait une odeur de salsepareille chez les uns ; chez les autres, elle ne produisait qu'une odeur de réglisse. L'alcool précipitait de la matière extractive avec cette extrême différence de proportion de 11 à 29. Les robs d'un des fabricants différaient entre eux ; les robs de l'autre ne se ressemblaient pas davantage. Il n'y avait pas plus d'identité dans les robs provenant de la nouvelle fabrication, qui, à leur tour, différaient des robs provenant de la fabrication d'une autre époque. Après cela, que deviennent les prétentions des fabricants du rob qui, en désespoir de cause, cherchent à se retrancher derrière une prétendue constance absolue de composition de tout rob sorti de leur laboratoire ?

Pour compléter le tableau de toutes ces misères, voici qu'un jour un procès s'élève entre les deux propriétaires devenus antagonistes. L'un introduit dans la cause contre l'autre une action en tromperie sur la nature de la marchandise. Du rob avait été saisi, et les experts, MM. Tardieu, Lesurur et Lassaigne, déclarent qu'il est tout différent du rob Boyveau-Laffecteur.

Enfin, ce qui est plus grave encore, ce rob prétendu végétal a contenu du mercure à une certaine époque. Dès 1779, Bucquet appelait sur ce point les défaillances de la Société royale de médecine. Son opinion s'est trouvée confirmée par cette déclaration de Swédiaur : « J'ai vu « des malades qui, sous l'usage de ce remède, furent affectés d'une sa- « livation forte et caractéristique ; d'autres se trouvaient plus mal « qu'avant ».

Et maintenant je demanderai aux rares médecins enthousiastes de ce rob, à laquelle de toutes ces préparations si variées ils ont recours, et quelle est celle qu'ils préfèrent pour le salut de leurs malades ; mais, avant de répondre, ils feront bien de se remettre en mémoire les sévères qualifications que Pelletan et Swédiaur ont appliquées aux médecins qui se font les promoteurs des remèdes secrets.

Tel est le rob antisyphilitique de Laffecteur que la Société de médecine indiquait comme pouvant faire disparaître les symptômes de la maladie vénérienne, sans aucune préférence sur les autres remèdes connus, et qui est vendu aujourd'hui, à grand renfort d'annonces et de prospectus, comme propre à guérir une foule de maux. Et, chaque jour, de pauvres malheureux atteints de maladies graves se flétrissent à ces promesses trompeuses, laissent le mal gagner du terrain, et arrivent trop tard aux mains du médecin dans un état incurable.

Un dernier mot sur le tort pécuniaire que le public subit par l'effet de la tolérance du gouvernement. Le même remède qui, préparé dans une bonne pharmacie et vendu sous son nom véritable, coûterait 6 fr. au malade, est payé 15 fr. aux exploitants, parce que le gouvernement s'est avisé de laisser en leur main le privilége de vendre une chose connue sous un nom qui jette le mystère sur sa composition. Ce n'est pas que le bénéfice des vendeurs sur chaque bouteille soit aussi considérable : ils se sauvent, comme on dit, sur la quantité. Le rob leur revient à 3 ou 4 fr. ; mais il leur faut faire au débiteur une large remise qui peut s'élever à 7 fr. 50 c. Il en résulte que le vendeur de seconde main est suffisamment intéressé au succès du rob, et que fabricants et revendeurs se tirent assez bien d'affaire. Le patient, c'est, d'une part, le médecin qu'on ne consulte plus ; c'est surtout le pauvre public qui, grâce au privilége, paye le remède trois fois plus cher, et qui guérit ensuite s'il le peut. C'est là l'histoire du rob de Laffecteur, comme c'est celle de toutes les spécialités tant en vogue de nos jours.

Les faits sont établis ; maintenant je puis conclure.

La législation des remèdes secrets doit retourner en arrière et revenir au décret du 18 août 1810, appliqué dans toute sa rigueur.

Il faut :

Obliger ceux qui ont des autorisations à les soumettre à un nouvel examen, et confier cet examen à des hommes qui, *par leurs fonctions*, offrent toute garantie de savoir, de maturité, d'indépendance et de désintéressement (Voyez la composition de la commission, page 71) ;

Laisser à cette commission le soin de décider s'il y a réellement découverte utile, d'en fixer le prix, et de déclarer si elle doit être publiée pour cause d'utilité publique ;

Ne pas accorder d'autorisations de vendre.

Et, si cependant le gouvernement maintenait le système de remèdes autorisés, mettre à l'autorisation les conditions suivantes :

La recette sera rendue publique ;

L'autorisation sera personnelle et limitée à un certain nombre d'années ;

Le remède ne pourra être vendu que par des pharmaciens et sur ordonnance de médecins ;

Un maximum de prix sera fixé pour la vente du médicament ;

L'annonce avec indication des propriétés médicinales sera absolument interdite.

L'infraction à l'une de ces conditions ou un changement dans la composition du remède sera puni par la déchéance et par les peines portées contre les vendeurs de remèdes secrets.

Je l'ai déjà dit, l'Ecole de pharmacie a adressé une demande dans le même sens au ministre. La commission d'hygiène publique est saisie de la question. Si j'y reviens encore, c'est que le succès de ces demandes est loin d'être assuré. Les avenues du pouvoir sont occupées par des gens qui ont intérêt à perpétuer les abus. Le charlatanisme a fait leur fortune que le charlatanisme soutient et accroît chaque jour. Dans cette fortune, ils ont trouvé des moyens d'influence qui ont été assez forts pour contre-balancer les intérêts de la moralité et de la santé publiques ; ce ne sera pas trop des efforts de tous pour les réduire à l'impuissance. Ils repousseront toute réforme en désespérés, car la réforme dessécherait la source impure où ils vont puiser leurs richesses.

En traçant à nouveau l'histoire des remèdes secrets, j'ai voulu une fois de plus mettre en lumière les vices d'une législation qui s'est faite la complice du charlatanisme, montrer au pouvoir sur quelle pente malheureuse il a été entraîné et lui indiquer les moyens de réparer le mal. Pour engager et soutenir cette discussion, je me présentais avec un avantage incontestable. Nul intérêt ne me pousse que celui de la vérité et du bien public. Je n'ai rien à gagner, je n'ai rien à perdre en ces débats, tandis que chacun de mes adversaires est affaibli de l'intérêt personnel qui l'attache à la cause qu'il défend. Mon indépendance don-

nera à mes paroles un retentissement, une force morale et un crédit qui auraient pu leur manquer.

Si je réussis, ma récompense est prête : ce sera la satisfaction d'avoir contribué à faire le bien. Si mes efforts sont infructueux, je me dirai qu'un appel à la défense de la moralité et des intérêts de la santé publique ne peut être entièrement perdu ; j'attendrai des temps meilleurs.

VARIÉTÉS.

EMPLOI TOPIQUE DE LA SOLUTION DE GUTTA-PERCHA DANS LA VARIOLE COMME MÔTEN DE PRÉVENIR LES CICATRICES DIFFORMES DE CETTE MALADIE;

Par M. STOKES.

Depuis deux ans, M. Aran s'est servi du collodion pour obtenir l'avortement des pustules varioliques et prévenir les cicatrices que laissent à peu près constamment les varioles graves. Ses essais ont établi la possibilité d'obtenir l'avortement des pustules; mais cet avortement est-il bien indispensable et ne peut-il pas avoir des inconvénients? C'est là ce que s'est demandé M. Stokes. Substituant la solution de gutta-percha dans le chloroforme au collodion, ce médecin a couvert la face de cet enduit, mais seulement lorsque les pustules étaient en pleine maturité ou quand elles présentaient même à leur sommet un commencement d'affaissement très sensible, et les résultats, suivant lui, ont été des plus avantageux. Les croûtes tombaient par larges plaques, et, sauf une coloration particulière de la face, à peine si l'on eût pu saisir une trace de l'affection.

Les deux observations publiées par M. Robert Graves ne sont pas encore suffisantes pour juger la valeur de ce moyen thérapeutique; il est à désirer que de nouveaux faits viennent éclairer cette question importante.

APPLICATION INDUSTRIELLE DU COLLODION.

Le collodion vient de recevoir en Allemagne une nouvelle et précieuse application. Mélié à 4 parties d'éther, il forme un composé très limpide. Ce composé, appliqué sur le papier, s'évapore rapidement en laissant sur la surface de la feuille une couche transparente, laquelle, sans rien

enlever de sa netteté au dessin tracé au crayon sur le papier, le préserve complètement en le mettant à l'abri de l'humidité, du frottement et de tous les autres agents extérieurs de destruction. Ce mode de préservation est d'autant plus excellent qu'il n'empêche pas l'artiste de retoucher son dessin s'il lui plaît, mais il ne pourra plus le protéger par un nouvel emploi du collodion. Pour étendre la solution éthérée, on se sert d'une largitessse très douce que l'on promène transversalement sur le papier.

ÉPISODES SOMNAMBULES ; ANNONCES FAITES DANS LES JOURNAUX.
Malgré les condamnations prononcées par les tribunaux, les somnambules continuent de se faire annoncer dans les journaux. Les tribunaux de leur côté, continuent à condamner les personnes qui violent la loi. Aussi voit-on dans divers journaux que mesdames Roger, Morel et mesdemoiselles de Fontaine, Henriette, Valérie, ont été condamnées chacune à 15 francs d'amende et à cinq jours de prison.

BEURRE DES MARAIS.

M. Brazier a lu à l'Association britannique une note sur la substance appelée *beurre des marais d'Irlande* (*Irish bog-butter*). Cette substance se trouve dans quelques localités marécageuses de l'Irlande et de l'Ecosse, elle est enfermée dans des caques ou barils très étroits, de construction tout à fait élémentaire. Celle que présente M. Brazier a 1 pied de hauteur sur 10 pouces de diamètre. On ne connaît pas du tout la nature de la substance primitive transformée plus tard en beurre des marais. (Extrait de la 22^e réunion de l'*Association britannique pour l'avancement des sciences*, tenue le 4 septembre 1852.)

BIBLIOGRAPHIE.

ANNUAIRE MÉDICAL ET PHARMACEUTIQUE DE LA FRANCE

(CINQUIÈME ANNÉE. — 1853);

Par le docteur F. ROUBAUD.

Ouvrage honoré des souscriptions de l'Académie de médecine et du ministère de l'intérieur.

Cet ouvrage, qui a rempli une lacune que tout le monde déplorait dans la

librairie médicale, renferme tous les renseignements qui peuvent être utiles aux médecins et aux pharmaciens.

On trouve dans cet Annuaire : la liste de tous les médecins et pharmaciens de la France, ainsi que leur adresse; le recueil (seul complet) de la législation médicale et pharmaceutique, et celles des établissements sanitaires et de bienfaisance; la nomenclature de toutes les places médicales et pharmaceutiques dépendant du gouvernement; la statistique de toutes les Sociétés médicales de France; la statistique des Facultés, des Ecoles de pharmacie, des Ecoles préparatoires de médecine et de pharmacie, leur personnel; la statistique (la seule qui ait paru jusqu'à ce jour) de la France médicale, pharmaceutique, et des établissements hospitaliers; la liste nominative et par départements des villes de 2,000 âmes et au-dessus, qui n'ont ni médecins, ni pharmaciens, ni établissements hospitaliers, etc.

Un fort volume. Prix : 4 fr. pour Paris, et 5 fr. par la poste.

Au bureau de l'administration, rue de Trévise, et chez J.-B. Bailliére, éditeur, rue Hautefeuille, 19.

HISTOIRE DES APOTHECAIRES CHEZ LES PRINCIPAUX PEUPLES DU MONDE, DEPUIS LES TEMPS LES PLUS REÇULÉS JUSQU'A NOS JOURS,

Suivie du

Tableau de l'état actuel de la pharmacie en Europe, en Asie, en Afrique et en Amérique;

Par M. A. PHILIPPE,

Docteur en médecine, chirurgien en chef des hôpitaux de Reims (Marne), professeur à l'Ecole secondaire de médecine de cette ville, correspondant de l'Académie de médecine.

1 vol. in-8°. Prix : 7 fr. 50 c.

A la Direction de publicité médicale, 3, rue Guénégaud, à Paris.

Le Gérant : A. CHEVALLIER.